www.eco121.fr

IMPACTE CAPITAL VEUT REDONNER UN AVENIR AUX CHAUSSURES P.50

Octobre 2021

# Éco121 (#114)

LE MENSUEL DES DÉCIDEURS DES HAUTS-DE-FRANCE

## RECRUTEMENT L'INFERNAL CASSE-TÊTE

Malgré plus de 9% de chomeurs, les entreprises régionales ne parviennent plus à recruter.
C'est le premier sujet des conversations entre patrons, le premier frein à la croissance aussi. Comment faire face ?
Notre enquête P.12

3 782886 903906 D 28899 -114- F: 6,90 €

SEB LIVRE 500 EMPLOIS DANS LE BASSIN MINIER P.36

Communication à caractère publicitaire.

# sommaire


## Tendances 4-10

- Flop : Secousses nordistes pour les sous-marins australiens
- Portrait : Adrien Lombart veut changer ... de dimension

## Grand Angle 12-19

- Dossier : Recrutement : l'infernal casse-tête

## Territoires 20-42

- Le campus cyber lillois (presque) sur les fonts baptismaux
- Le Nord se lance dans une chasse aux coûts et à l'optimisation
- Le Louvre Lens : un modèle économique toujours fragile
- WYZ Group lève 21 M€ pour accélérer en Europe

## Entreprendre 50-54

- Impacte Capital veut redonner un avenir aux chaussures
- L'international, une recette gagnante pour Pâtisserie des Flandres

## Détente 56-58

- L'Envers du verre
- Meurtres à Maubeuge
- Le château de Beaulieu prend un nouveau départ tout en saveurs


Cette publication contient pour certains destinataires un document d'une page pour Bignon Lebray / un document d'une page pour QuinteSens

# édito

# Surchauffe

Mettez le pied au plancher avec non pas un, mais plusieurs plans de relance dans de nombreux pays, à commencer par le booster américain à 1200 milliards de dollars. Le moteur de la croissance repart au galop, servie par un énorme effet de base du choc sanitaire l'an dernier. Dans le même temps, votre réservoir n'est pas assez plein : pas de nouvelles recrues à l'horizon, ou pas assez, des matières premières dont les prix montent en flèche quand elles ne sont pas en pénurie, des coûts en amont qui s'affolent alors que l'aval vous empêche de les répercuter. Et des premières tensions à la hausse sur les salaires qui pourraient enclencher un cycle inflationniste que nous n'avions plus connu depuis des décennies... Voilà l'improbable scénario qui est en train de se dessiner, y compris dans notre région où pourtant, le chômage plus élevé que la moyenne semblait nous donner des marges.

**Trésors d'imagination**

Que nenni ! Pas un jour sans qu'un de nos interlocuteurs se désole de ne pouvoir embaucher, avec parfois 5,10, voire davantage de postes ouverts. Les mêmes disent déjà renoncer à des marchés, faute de pouvoir les honorer. On se prend à imaginer le cercle incroyablement vertueux qui se produirait si tous les blocages se desserraient et libéraient ces forces vers le champ de l'emploi, allégeant d'autant les coûts faramineux de la protection sociale et générant une providentielle moisson de cotisations.

Photo ©Laurent Scavone

Un scénario de pure science fiction. Avec 130 000 décrocheurs par an en France, des jeunes qui privilégient massivement les formations longues (pas toujours couronnées d'emploi), des formations pas toujours adaptées aux besoins, un rapport au travail très perturbé par le confinement, le marché du travail apparaît comme tout sauf fluide. Avec un chômage structurel particulièrement élevé.

Résultat : les entreprises, souvent épaulées par les collectivités et les acteurs de l'emploi, doivent déployer des trésors d'imagination pour attirer, sélectionner non plus par le diplôme mais par le savoir-être et la motivation, comme le montre notre dossier de ce mois. Un vrai défi collectif d'une ampleur inédite. Mais convenons qu'il est plus encourageant de devoir gérer le suremploi que le surchômage.

**OLIVIER DUCUING**
*Directeur de la rédaction*

## À propos d'Eco121

Notre magazine est édité par la société Ecopresse. Celle-ci est détenue par trois collèges d'actionnaires représentatifs de l'économie des Hauts-de-France. Le principal pool, de 56%, est constitué de 35 chefs d'entreprises. Le deuxième collège, financier, rassemble Finorpa, Nord Création et le CEHDF qui contrôlent 33% des parts.
Le dernier bloc est détenu par la Voix du Nord (11%) au titre du collège professionnel. L'indépendance éditoriale du journal est garantie par une charte signée par la totalité des actionnaires.
Multicanal, Eco121 est également présent sur le web (www.eco121.fr) où il diffuse un flux régulier d'actus, sur LinkedIn et sur twitter (@eco121).

**www.eco121.fr**


**Éco121**

est édité par Ecopresse, SAS au capital de 162 K€
Siret 528 819 485 00038
Siège social :
Ecopresse - Parc Riveo
300 rue de Lille -
59520 Marquette-lez-Lille
Tél. : 03 55 33 21 05
redaction@eco121.fr
www.eco121.fr

**Directeur de la publication**
Olivier Verley
**Directeur de la rédaction**
Olivier Ducuing
**Journalistes**
Julie Kiavué
Guillaume Roussange

**Ont participé à ce numéro**
François Prillieux
Didier Nicolas

**Publicité**
La Voix Médias
Tél. : 03 20 78 42 34
contact@lavoixmedias.com
**Secrétariat général**
Krisztina Bonieux
Tél. : 03 55 33 21 05
**Directeur artistique**
Grégory Leduc
**Imprimeur**
La Presse Flamande, rue du milieu
59190 Hazebrouck
**ISSN :** 2109-3792
**Dépôt légal :** à parution

# -5%

C'est la baisse de chiffre d'affaires enregistrée par les entreprises régionales en 2020, selon la Banque de France. Paradoxalement, le commerce s'en sort bien, en recul de 2% seulement, tandis que l'hôtellerie restauration plonge de 27%

## VOTRE TOP 5

**Les actus les plus lues sur notre site eco121.fr**

**[1] André Grosperrin à la tête du Mercure de Marcq**

**[2] Eric Charpentier devient DGA du CIC**

**[3] L'Aéroport de Lesquin revient (presque) à la normale**

**[4] Vivéo recrute sans CV**

**[5] Protéines végétales : Roquette s'offre un centre de R & D dans l'Aisne**

## Vade va lever des fonds début 2022

**Après l'annulation *in extremis* d'une levée majeure aux USA avec General Catalyst, Georges Lotigier (photo) devrait finaliser une ouverture de capital de son entreprise Vade (ex Vade Secure), cette fois avec un acteur européen, voire français. *« Nous voulons un actionnaire européen à vocation mondiale »*, précise le dirigeant à Eco121. Vade, qui analyse 100 milliards de mails par jour, emploie 165 personnes dont la moitié à Hem.**

## Camion-usine 4.0

**L'industrie est à la peine pour recruter (lire notre dossier). Pour sensibiliser les jeunes publics au potentiel de ce secteur, l'UIMM et Cap'Industrie ont conçu un semi-remorque équipé d'une mini-usine connectée. La "Fabrique 4.0", c'est son nom, circulera d'ici la fin de l'année pour porter la bonne parole. Une initiative à plus de 1 M€, soutenue par la Région, destinée à redonner une image positive de l'industrie.**

## Montreux ... à Lille ?

**Le Montreux Comedy Festival s'intéresserait à Lille pour y essaimer sa formule à succès. L'ex Festival du rire, né en 1989, a lieu chaque mois de décembre dans le canton de Vaud en Suisse. Selon nos sources, deux villes seraient toutefois encore en lice.**

## Amorçage numérique

Un nouvel outil financier régional d'appui aux entreprises en création va bientôt sortir de terre pour la filière numérique. Le nom est déjà connu, Euratech Venture. L'outil serait ambitieux, et les premiers millions d'euros déjà sécurisés. A suivre.

# check !

## Nous sommes unis pour former une équipe.

**AU-DELÀ DES ENTREPRISES, RAPPROCHONS LES INDIVIDUS.** Parce que céder son entreprise est aussi important que de la créer, Banque Populaire du Nord Ingénierie Financière a mis en place un continuum d'accompagnement allant du conseil en opérations haut de bilan jusqu'au financement des projets d'acquisitions ou de développement structurant pour l'Entreprise. En tant qu'acteur majeur de la transmission, Banque Populaire du Nord s'associe aux chefs d'entreprise pour faire de cette aventure professionnelle et stratégique une aventure humaine.

**38 OPÉRATIONS DE VALORISATION, D'OUVERTURE DE CAPITAL OU DE CESSION-TRANSMISSION ACCOMPAGNÉES DEPUIS 3 ANS EN RÉGION**

BANQUE POPULAIRE +X NORD

Banque Populaire du Nord - 847 avenue de la République 59700 Marcq-en-Barœul - Société coopérative anonyme de Banque Populaire à capital variable - 457 506 366 RCS Lille métropole - Inscrite à l'ORIAS sous le n°07 001 925 où sont ces courtiers intermédiaires et mandataires d'assurance.

Top

# LE PROGRAMME GRANDE ECOLE DE L'EDHEC DANS LE TOP 10 MONDIAL

Le programme Grande Ecole de l'Edhec fait une entrée remarquée dans le top 10 mondial selon un classement du Financial Times des *masters in management* en gagnant 7 places par rapport à 2020. L'Edhec prend la neuvième place au côté d'écoles aussi prestigieuses à l'international que l'Imperial College Business School, l'University of St Gallen ou encore ESMT Berlin. La business school nordiste opère ainsi une progression spectaculaire de 7 places en un an. L'Edhec estime que ces résultats sont une reconnaissance de deux dimensions stratégiques de l'école, l'accompagnement carrières et l'expérience étudiante. Le service carrières de l'Edhec est du reste classé numéro un français, et numéro dix mondial. *"C'est une progression exceptionnelle qui confirme la montée en puissance de l'école au cours des dernières années et témoigne de son excellence académique, de la performance de son dispositif d'accompagnement carrières et des belles trajectoires professionnelles de nos anciens"*, estime Michelle Sisto, associate dean graduate studies.

Flop

# SECOUSSES NORDISTES POUR LES SOUS-MARINS AUSTRALIENS

Un gros industriel nordiste est victime collatérale de l'annulation spectaculaire du contrat du gouvernement australien avec le groupe public français Naval Group pour 12 sous-marins. Jeumont Electric, basée à Jeumont, devait fournir les systèmes de propulsion, un marché considérable qui aurait assuré près de trente ans d'activité. Une filiale dédiée avait déjà été créée, des travaux d'études engagés, et Jeumont avait déposé une demande de permis pour une extension d'usine dédiée à accueillir un bassin d'essai, mais les recrutements n'avaient pas encore commencé. L'entreprise compte 500 salariés pour 100 M€ de chiffre d'affaires. La direction ne se prononce pas publiquement sur ce dossier qui va prendre une tournure juridique pour obtenir des compensations face à ce dédit. Néanmoins, elle se dit confiante sur l'avenir grâce à un « *business model diversifié, donc résilient* ».

**En photo, une pièce de rotor réalisée par l'entreprise sambrienne**

"Les 25 personnes que nous devions recruter dès la première année, ce sera finalement 100"

**Eugène Deleplanque,**

**Pdg de Dickson-Constant, lors de "l'Investor Day" au conseil régional, à propos de son investissement à Hordain (lire Eco121 n°107)**

"Il nous faut réajuster notre capacité de formation en région pour que les entreprises y trouvent les compétences qu'elles recherchent"

**Etienne Vervaecke**

**Dg d'Eurasanté**

# MORCEAUX CHOISIS

"Aujourd'hui, les entreprises ont la banane"
**Patrice Pennel,**

**président du Medef Hauts-de-France, lors de la séance de rentrée du Comité Grand Lille.**

« Il faut construire une gare traversante en-dessous de Lille Flandres sans quoi il ne pourra pas y avoir de SEM »
**Franck Dhersin,**

**vice-président transports de la région, à propos du projet de Service Express Métropolitain, nouveau nom du RER Grand Lille.**

« C'est un vrai actif construit depuis des années que nous devons valoriser »
**Jean-Pierre Letartre**, **à propos du Comité Grand Lille qu'il préside et qui aura 30 ans en 2023.**

« L'industrie automobile doit évoluer davantage dans les 10 prochaines années que dans les 50 dernières »
**Rodolphe Delaunay,**
**président de l'ARIA lors de la 4e édition du FEAL ("The green future of automotive").**

"Je suis content d'avoir fait quelque chose de ma vie !"
**Jean-Marc Puissesseau,**
**Pdg de la SPED, à l'occasion de l'inauguration du nouveau port de Calais, lire p22.**

« C'est un challenge énorme, mais ce n'est pas une raison pour baisser les bras ! »
**Didier Leroy**,
**administrateur de Toyota, lors du FEAL, sur la transition énergétique de l'industrie automobile.**

## agenda

- **6 octobre :** Salon Fédération des Entreprises et Entrepreneurs de France (FEEF), Lille Grand Palais
- **7 octobre :** Invest'Innove, siège de la Banque Populaire, Marcq-en-Barœul, 17h30
- **12 - 14 octobre :** SEPEM Industries Nord, Gayant Expo
- **13 octobre :** Conférence « La gouvernance efficace » d'Antoine Mayaud sur son expérience « Mulliez », Cité des Congrès, Valenciennes, 18h
- **20 octobre :** Club Démarche verte, Cité des échanges, 11h45
- **26 octobre :** Rencontres Industrielles Internationales Hauts-de-France, CCI Hauts-de-France, 8h30
- **26 - 28 octobre :** Salon SIFER, Lille Grand Palais
- **28 octobre :** Journée « Réemploi et recyclage dans le bâtiment » du CD2E, Siège de Région, de 9h à 17h30

# Mouvements

## > PREFECTURE HAUTS-DE-FRANCE

**Sonia Hasni** est nommée sous-préfète chargée de mission pour Roubaix. Elle remplace Johanna Buchter. Diplômée de l'Institut National des Etudes Territoriales, elle rejoint le ministère de la santé en 2006 comme chargée du suivi budgétaire. Deux ans plus tard, elle devient chef de cabinet du préfet délégué pour l'égalité des chances à la Préfecture de Seine-Saint-Denis. Avant de rejoindre en 2014 la Ville de Rouen comme DGA RH. Depuis 2018, elle était sous-préfète de l'arrondissement de Vervins dans l'Aisne.

## > CIC

**Eric Charpentier**, 61 ans, patron du Crédit Mutuel Nord Europe devient en parallèle directeur général adjoint du CIC. Il succède à Philippe Vidal, nommé quant à lui conseiller exécutif auprès du président du CIC Nicolas Théry. Eric Charpentier est entré au Crédit Mutuel Nord Europe en 1998 comme DGA en charge du pôle finance et entreprise, avant d'en devenir directeur général délégué en 2004. Depuis 2006, il en est le directeur général. Il est aussi depuis 2015 président de Beobank Belgique, de la Banque de Tunisie depuis 2019 et dans un autre domaine, président de Sciences Pô Lille depuis la même année.

## > SOCIÉTÉ GENERALE

**Louis Le Boulc'h**, 55 ans, prend la direction du centre d'affaires régional Nord-de-France de la Société Générale. Sous sa supervision, une centaine de collaborateurs en région dédiés entre autres à la clientèle entreprises. Cet Essec a principalement évolué au Crédit du Nord. Il a été directeur de groupe Flandres à Dunkerque (2004), directeur du marché entreprises (2007), puis des agences Haussmann Grandes Entreprises à Paris (2011). Il occupait depuis 2018 le poste de directeur régional délégué de la région Nord de France du groupe Crédit du Nord.

## > VERSPIEREN

**Cécile Gauer** devient à 46 ans directrice internationale du courtier nordiste en assurances. Maître en finances assurance, elle débute avec une expérience à Londres dans le placement de risques chez Morgan Read & Coleman (1996). Puis rejoint Verspieren comme coordinatrice export junior au sein de la direction des services aux entreprises. Elle devient senior en 2002, puis responsable de coordination trois ans plus tard. Elle est nommée directrice international adjoint en 2016, son dernier poste.

## > TEREGA

A 41 ans, **Hind Lammari** prend la direction de la business unit Hydrogène de Terega Solutions à Dunkerque. Une nouvelle entité et fonction créées lors des Journées Hydrogènes 2021 dans le but d'accompagner entre autres les territoires et industriels dans la mise en œuvre de leurs projets. Diplômée en ingénierie économique et financière, Hind Lammari a débuté en 2006 au cabinet de conseil Eurogroup Consulting. En 2011, elle devient consultante interne chez GRDF, puis chef de projet Performance au sein de la direction réseaux Nord-Ouest à Lille. Depuis 2019, elle était directrice du cabinet du DGA d'Engie.

## > ESÄ

**Thierry Heynen** prend la direction de l'Ecole Supérieure d'Art Nord - Pas-de-Calais / Dunkerque-Tourcoing. Diplômé de l'école des beaux-arts de Rouen, il devient directeur de l'école d'arts plastiques d'Yvetot en 1990. Tout en poursuivant son parcours d'artiste et en participant à de nombreuses expositions en France, en Belgique, en Suisse et au Canada. En 2005, il est nommé directeur de l'école supérieure d'art du Havre, devenue l'ESADHaR en 2011, avec la fusion avec sa voisine de Rouen, puis est élu vice-président de Normandie Université en 2019.

## > PÔLE 3D

**Jérémy Theng** est nommé directeur de l'école roubaisienne Pôle 3D Digital & Creative School où il assurait depuis 2009 la direction pédagogique. Il succède au fondateur Antoine Durieu nommé directeur de projets à la Catholique. Formé à l'institut St-Luc de Tournai, il évolue depuis plus de 20 ans dans l'univers des industries créatives et de l'image, notamment au sein des studios internationaux Ubisoft ou encore Studio Eclair.

# PORTRAIT express

**ROYAL HAINAUT**

## Emmanuel Bequet

### Un hôtelier aguerri aux manettes

Emmanuel Bequet, avait failli prendre la tête du Westminster il y a quelques années, mais le projet n'avait pas abouti. A 55 ans, ce Breton diplômé de l'école hôtelière de Strasbourg prend pied finalement dans notre région à la tête du Royal Hainaut à Valenciennes. Avant de prendre des postes de direction, Emmanuel Bequet a gravi tous les échelons du secteur, au casino de Deauville puis à celui de Cannes, du groupe Barrière, qu'il intègre en 1989. Il restera 25 ans chez le casinotier, notamment à l'Hermitage ou au Royal Thalasso & Spa à la Baule. L'occasion de monter en parallèle avec son épouse une épicerie fine qui continue aujourd'hui. En 2016, il part à Chambord gérer la rénovation et transformation du Relais de Chambord, passé de 2 à 4 étoiles. Il rejoint ensuite un projet en Rhône Alpes, entre Lyon et Chambéry, pour ouvrir un autre 4 étoiles, le domaine Dolomieu, avant que Xavier Lucas, propriétaire du Royal Hainaut ne l'appelle à ses côtés pour succéder à André Grosperrin.

# Adrien Lombart veut changer … de dimension

TEXTE Olivier Ducuing

Depuis 2008, ce start upper béthunois vend des stores sur mesure sur le web. La success story s'est amplifiée avec la crise sanitaire et Adrien Lombart prévoit une grosse phase d'accélération.
Au programme : déménagement, internationalisation, industrialisation, levée de fonds et créations d'emplois.

L'heure du changement a sonné pour Avosdim et son fondateur Adrien Lombart. Les cartons de stores qui encombrent l'entrée de la société, du sol au plafond, en disent assez long sur l'ardente nécessité d'écarter les murs au plus vite. Adrien Lombart a créé son entreprise Avosdim (*« à vos dimensions »*) en 2008 en mode start up, sur un concept original alors : les équipements de fenêtres, intérieurs comme extérieurs, au meilleur prix, en e-commerce. C'est en pleine crise de Lehman Brothers, sans aucun ADN entrepreneurial dans une famille d'enseignants, armé d'un simple BTS force de vente et de 1 000 euros en poche, que le jeune Béthunois se lance. Une seule banque se laisse convaincre, la BPN, qui lui prête 100 K€.
Le client indique lui-même ses dimensions et ses souhaits de personnalisation et reçoit peu après le produit commandé. Treize ans plus tard, Avosdim pèse plus de 10 M€ de ventes, dont 10% à l'export, 40 salariés directs et un gros volant d'intérimaires. La recette ? Le digital, qui gomme les phases intermédiaires entre le client et l'usine, et permet de gagner en productivité. *« On court-circuite les marges. On est dans l'industrie 4.0 »,* revendique le jeune dirigeant de 35 ans aujourd'hui, qui affiche une fierté patriotique du made in France.

## Crise de croissance

Mais la société connaît une crise de croissance, encore accélérée par la pandémie qui a dopé le e-commerce, avec une progression de 30% . *« On a gagné un an sur notre plan de marche »*, confirme le dirigeant, qui admet de gros points de tension désormais. Le jeune patron ronge son frein : l'acquisition de machines est reportée, les délais s'allongent pour les clients, les recrutements sont limités également, *« alors qu'on pourrait signer facilement 10 à 15 contrats à durée indéterminée»*. Or sa feuille de route à horizon 2025 table sur un chiffre d'affaires quintuplé, avec 100 à 150 salariés, voire plus. Il faut donc déménager au plus vite pour un site beaucoup plus grand, et passer de 3 000 m2 à 15 voire 20 000 m2, avec une première phase à 9 000 m2. La première option était de traverser le boulevard pour s'installer dans l'ex-usine Bridgestone. Mais les négociations sont complexes d'autant qu'Adrien Lombart souhaite être propriétaire des murs. D'autres pistes sont suivies en parallèle, *« mais ce sera dans l'agglomération, j'y suis né, on y vit bien et j'y suis très attaché »*. Dans la foulée, Avosdim s'engagera sur un programme de l'ordre de 10 M€ d'investissement jusqu'en 2026, à raison d'1,5 à 2 M€ par an. Au menu : automatisation, robotisation, augmentation de capacités, production additive, mais aussi diversification de produits, vers les pergolas, les portails par exemple, avec de nouvelles fabrications plastiques. Sans compter l'international qui a vocation à devenir majoritaire demain dans les ventes.

*“On court-circuite les marges. On est dans l'industrie 4.0”*
**Adrien Lombart**

Pour mener à bien cette ambition, Adrien Lombart songe à ouvrir son capital. Mais à son idée. *« En dessous de 10 M€, je ne discute pas ! »*, lance-t-il, espérant conclure d'ici la fin de l'année. Un sujet qu'il partage comme les autres avec ses équipes, qu'il considère comme une famille, entretenant la flamme à coup d'afterworks ou de parties de foot en fin de journée. *« Je suis archi-transparent »,* insiste-t-il, très vigilant à maintenir un lien étroit avec ses « avosdimiens ». Il aura besoin de toutes les énergies pour mener à bien ce changement d'échelle **O.D.**

# Questions à Xavier Roy
## directeur général de France Clusters

France clusters rassemble 300 clusters, pôles de compétitivité et accélérateurs. Son directeur évoque sans langue de bois les enjeux de ces acteurs essentiels.

©Pauline de Courreges

*«Les besoins qui émergent sont de plus en plus transfilières »*

**Vous venez d'établir une cartographie nationale sur les pôles dédiés à la « silver economy ». Quels en sont les enseignements ?**
On a entrepris cette étude autour du marché du bien vieillir, qui est une résultante de la période qu'on vient de vivre, entre crise économique et crise sanitaire, et qui a montré tout l'intérêt des démarches pour trouver des réponses à ces marchés qui explosent. Entre fin 2020 et début 2021, 40 différents clusters s'y sont intéressés. Les besoins qui émergent sont de plus en plus transfilières. C'est un secteur dans lequel les clusters de la santé, mais aussi du numérique, du tourisme, de l'agroalimentaire, voire de la mobilité interagissent en sortant du sillon thématique au profit de « l'intercluster ».

**Où en sont les clusters dans les Hauts-de-France, après la dernière phase de fusions des pôles de compétitivité ? Peut-on dire que « big is beautiful » ?**
On en identifie 26, sans compter deux ou trois pôles émergents, comme Game IN pour le jeu vidéo, ou Fashion Green Hub pour la mode durable. « Big is beautiful », oui et non. Ca marche quand la fusion correspond à une vraie initiative des clusters, mais pas quand c'est imposé institutionnellement. Il y a des fusions qui finissent par des divorces sanglants. Le but du jeu n'est pas de perdre les ADN, mais d'associer les ambitions. Dans votre région, on peut citer le pôle Euramaterials, où on sent une vraie cohérence. C'est un bon exemple d'une fusion très attendue institutionnellement par nos partenaires régionaux que ça arrange d'avoir une seule tête pour discuter. A la base, les pôles sont des démarches public/privé. Si le public veut faire sa loi, ça ne marche plus. Heureusement dans ce cas, ça fonctionne bien parce qu'elle a été anticipée et proposée par les clusters/pôles eux-mêmes !

**Les pôles se plaignent de longue date de la faiblesse de leurs moyens...**
On partage cette inquiétude voire cette colère de ce manque de reconnaissance. Les clusters et les pôles sont un peu comme les soignants face au Covid, l'Etat s'est beaucoup appuyé sur eux l'année dernière pendant la crise économique comme une courroie de transmission entre Institutions et entreprises, mais ne veut plus les financer. Mais il y a une aubaine après la période que nous venons de traverser, qui a été vecteur d'opportunité pour les pôles pour s'affirmer davantage et on espère une logique de retournement. Le ministère de l'industrie réfléchit avec Régions de France à une phase 5 pour les 56 pôles de compétitivité français. C'est un bon signe.

*"Dans les Hauts-de-France, la politique des pôles d'excellence n'a pas vraiment bien marché"*

**De quoi ont besoin les clusters aujourd'hui ?**
Ils ont besoin d'un vrai soutien à trois niveaux pour un changement d'échelle. D'abord la reconnaissance, notamment institutionnelle, en tant qu'outils fermes des territoires pour accompagner ces filières, ces nouveaux marchés et pour être un levier de coopération inter-entreprises ; ensuite, il leur faut des moyens financiers, pas forcément de fonctionnement, mais aussi sur l'expérimentation, l'exploration de nouveaux thèmes. Nous suggérons que les cotisations des entreprises aux clusters puissent être défiscalisées, dans une démarche d'incitation ; enfin, il faut accompagner les clusters et les pôles pour la création d'outils structurants comme des lieux d'innovation, des lieux totems, des parcs d'innovation, des événements qui peuvent apporter la notoriété internationale et participer à l'évolution de leur modèle économique.

**On est dans une logique de transfert de compétence vers l'échelon régional. Comment voyez-vous cette évolution dans les Hauts-de-France ?**
Les régions sont devenues l'acteur leader du développement économique territorial, et donc le partenaire numéro un de nos pôles. Dans certaines régions comme Auvergne-Rhône Alpes ou Nouvelle Aquitaine, c'est déjà le cas : les clusters y sont un outil phare de la politique économique régionale. Parfois, les clusters sont simplement perçus comme des outils parmi d'autres. Dans les Hauts-de-France, la politique des pôles d'excellence n'a pas vraiment bien marché. Il y a une réflexion continue sur ces clusters qui n'aboutit pas clairement.
Il y a une bascule aujourd'hui en France où on passe d'une politique de structure à une politique d'enjeux : la relocalisation, la réindustrialisation, l'internationalisation. La question est de savoir qui a envie de jouer avec nous pour aller dans ces directions.

**Recueilli par OD**

# PRISME

*Booster la performance de vos collaborateurs*

**À VENDRE / À LOUER**

**À CROIX**

**BUREAUX NEUFS**

8 000 m² divisibles dès 230 m²

Eiffage Immobilier réalise l'opération «Prisme» au cœur d'un nouveau quartier économique à Croix près de Lille, un ensemble de bureaux de 8 000m² (plateaux divisibles dès 230 m²) aménagé de façon flexible et modulaire, qui prône le bien-être & le développement durable. Chaque plateau dispose de terrasses et profite du cœur d'îlot paysager.

Dernière génération, Prisme va au-delà des normes environnementales en répondant à la certification BREEAM Very Good, qui met en avant les performances environnementales du projet tout en tenant compte du bien-être des usagers dans sa conception. L'enveloppe haute performance de la construction permet de profiter d'apport solaire gratuit et de contrôler la température par exemple.

Le projet permettra aux utilisateurs de façonner leur lieu de travail à leur image et offrira ainsi la possibilité aux collaborateurs d'évoluer entre espaces de coworking et d'hyper concentration : les espaces de travail sont de plus en plus flexibles, pour s'adapter aux besoins de tous.

EIFFAGE IMMOBILIER

**En savoir plus**

**0 800 734 734***

**www.prisme-bureaux-croix.fr**

* Service et appel gratuit. Visuel non contractuel. EIFFAGE IMMOBILIER NORD OUEST, 2A rue de l'Espoir 59260 Lezennes au capital social 1 500,00 Euros - 432 847 812 R.C.S. Lille Métropole.

> *Dossier*

# RECRUTEMENT

## L'INFERNAL CASSE-TÊTE

*TEXTE OLIVIER DUCUING*

**Malgré plus de 9% de chomeurs, les entreprises régionales ne parviennent plus à recruter. C'est le premier sujet des conversations entre patrons, le premier frein à la croissance aussi. Les initiatives se multiplient pour fluidifier ce marché sous haute tension.**

« *Je traverse la rue et je vous trouve un travail !* » Emmanuel Macron avait défrayé la chronique avec sa petite phrase en septembre 2018. Trois ans plus tard, personne ne trouverait plus à redire à la formule jupitérienne tant décriée alors. Il pousse des offres d'emploi comme des champignons après la pluie. Dans notre région aussi : pas moins de 62 000 offres quotidiennes recensées par Pôle Emploi courant septembre, soit 20 000 de plus que la moyenne récente. La situation est très inattendue alors que les meilleurs économistes jugeaient inévitable une vague de chômage.

La reprise économique est non seulement solide, mais même plus riche en emplois que par le passé. « *Nous assistons à une véritable vague de recrutements, du jamais vu depuis au moins quinze ans* », constatait, presque médusé, Frédéric Danel, nouveau directeur régional de Pôle Emploi, dans une interview à la Voix du Nord le 16 septembre. Avec un effet sensible sur notre courbe de chômage, dont le différentiel avec la moyenne nationale, qui fut longtemps de trois points, s'est amenuisé à 1,3 point de plus seulement. Au deuxième trimestre, le chômage des jeunes s'est même replié de 7%, tandis que le volume global des demandeurs d'emplois s'établissait à 572 600.

### Pénurie criante

Même si personne n'avait vu venir cette situation inespérée (lire l'interview de Patrice Pennel, président du Medef Hauts-de-France, page 18), beaucoup aujourd'hui expliquent doctement toutes les raisons qui devaient fatalement générer ces besoins massifs d'emplois : la tendance au circuit court, au made in France, les surcoûts des transports maritimes internationaux, mais aussi des salaires en Asie, les relocalisations industrielles stratégiques, l'efficacité indéniable du plan de relance notamment sur le champ industriel, etc.

Avec un gros demi-million de chômeurs, sans compter le « halo » du chômage – les petits boulots, notamment, on pourrait penser que trouver 62 000 profils à recruter serait une sinécure. C'est tout le contraire. Dans les secteurs à tension de longue date comme l'hôtellerie restauration, ou le digital, la pénurie est criante, alimentée aussi par un turnover qui donne le tournis à bien des dirigeants. « *Vous avez une reprise réelle avec une organisation du travail qui change, avec le télétravail et la mobilité nationale. Bien des gens ont décidé avec la crise sanitaire de quitter leur appartement de 20 m2* », décrypte Gilles Lechantre, co-fondateur de Cooptalis et président de la commission Talents de la French Tech. Même chose dans l'univers de l'ingénierie. « *Les gens n'ont pas bougé pendant deux ans de crise, maintenant oui !* », explique Jérémy Gonce patron d'Elysis. La structure recherche aujourd'hui pas moins de 60 postes à Lille et 30 à Paris... « *Je viens de doubler la taille de mon service recrutement* », explique-t-il.

« LES GENS N'ONT PAS BOUGÉ PENDANT 2 ANS DE CRISE. MAINTENANT, OUI ! »
JÉRÉMY GONCE, ELYSIS

### Siphonnage du Grand Paris

« *Je pourrais recruter 15 personnes. J'ai pris trois personnes en ressources humaines dont un "happiness manager" pour lever les freins. On renonce aux marchés nouveaux car on n'arrive plus à recruter* », déplore de son côté Yann Orpin, dirigeant de Cleaning Bio et président du Medef Lille Métropole, alors que les postes proposés dans son entreprise incluent une voiture et un téléphone de fonction, et se situent 10% au-dessus du Smic. Même constat dans le secteur du bâtiment. L'offre quotidienne ressort entre 1 800 et 2 000 postes, indique François Delhaye, président Hauts-de-France de la Fédération du Bâtiment. Outre l'effet de la crise sanitaire qui a désinhibé les projets personnels de mobilité, l'élu patronal pointe le siphonnage des talents régionaux par les groupes en charge du chantier du Grand Paris.

TAUX DE CHÔMAGE :
9,4%
AU 1ER TRIMESTRE 2021

*« J'ai un ami à Valenciennes qui s'est fait prendre deux conducteurs de travaux, deux chefs de chantier et une dizaine de gars ! »*, rapporte-t-il.

**« Personne ne se présente ! »**

D'autres secteurs longtemps assommés par la crise sanitaire repartent à toute allure. C'est le cas de l'événementiel. *« J'embauche de tout ! Des chauffeurs, des techniciens, des ingénieurs du son, des tapissiers ! »*, se félicite Alexis Devillers, président d'Alive Groupe, qui recherchait 30 à 40 postes fin septembre. Dans le monde de la restauration et l'hôtellerie, la valse des turnovers déstabilise la profession. *« C'est une véritable catastrophe. Beaucoup d'établissements envisagent de fermer deux voire trois jours par semaine pour combler le manque de personnel. Personne ne se présente ! »*, a alerté sur BFM Lille Olivier Delannoy. Le patron du restaurant Alcide à Lille et porte parole d'un collectif *« Sauvons nos entreprises »*, déplore par ailleurs le manque de motivation des publics inscrits à Pole Emploi pour le secteur de la restauration.

« J'EMBAUCHE DE TOUT ! »
ALEXIS DEVILLERS, ALIVE GROUPE

*« Notre région souffre d'un manque de travailleurs qualifiés et d'offres d'emploi attractives »*, reconnaît Philippe Hourdain, président de la CCI de région, qui veut contribuer à réaligner les planètes. *« Il est urgent d'adapter nos parcours d'apprentissage aux besoins réels des entreprises. Nous allons pousser le curseur sur les métiers en tension »*. La CCI a publié une enquête courant septembre faisant apparaître des difficultés de recrutement pour un tiers des entreprises régionales. Compte tenu de l'ampleur du problème, de grandes rencontres régionales de l'économie seront organisées le 16 novembre sur le sujet. Contrairement aux grandes messes habituelles, nul doute que celle-ci sera particulièrement suivie ■

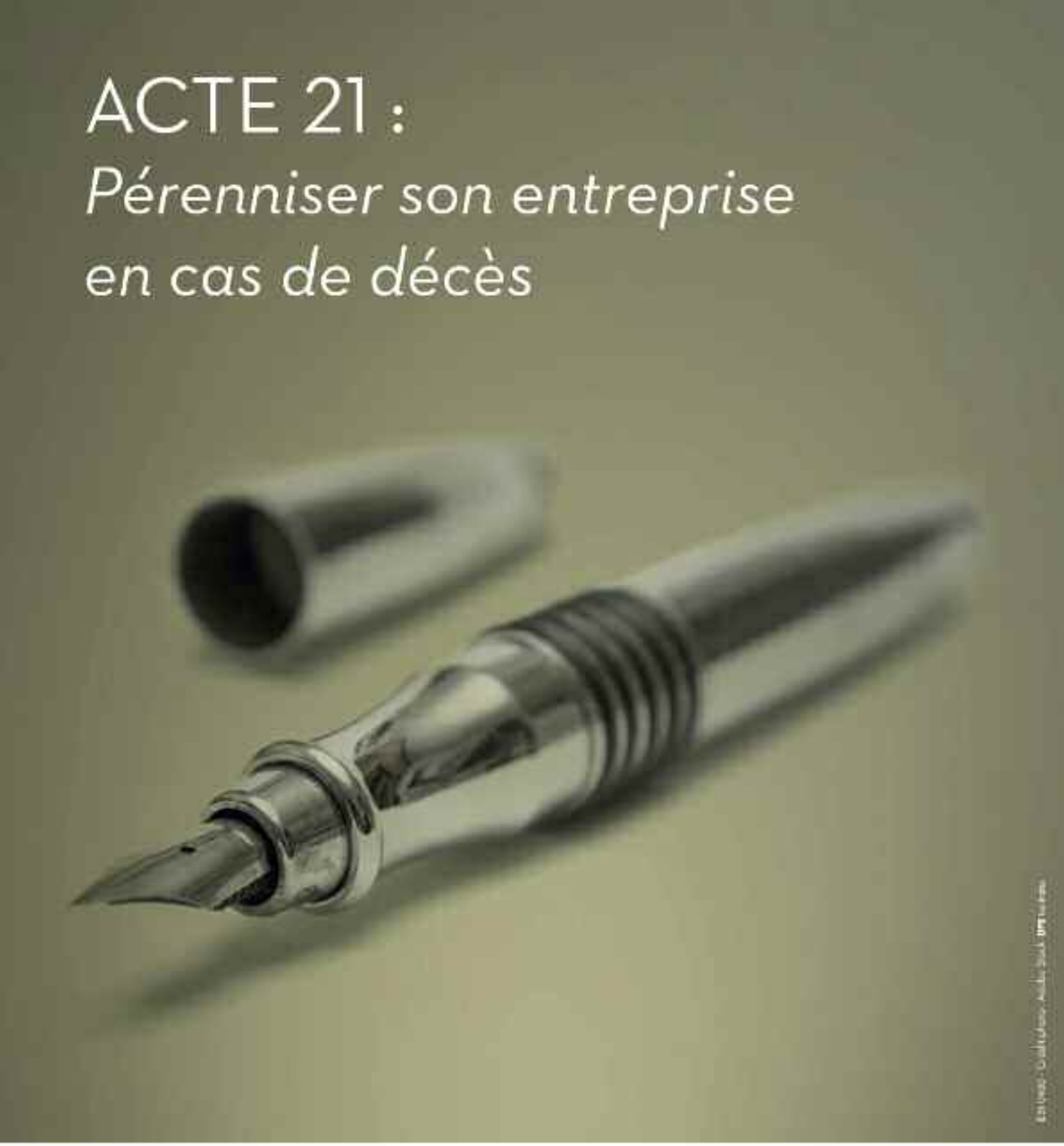
***Un exemple à la loupe***

## SMG CONFRÈRE FAIT FEU DE TOUT BOIS POUR RECRUTER

A Saint-Paul (Oise), cette PME spécialisée en métallurgie est confrontée à une pénurie de profils qualifiés. Pour les trouver, elle multiplie les canaux de recrutement et développe les formations internes.

L'industrie est en panne de profils qualifiés. Près de Beauvais, dans l'Oise, SMG Confrère, spécialisée dans la métallurgie, en fait l'amère expérience. Depuis plusieurs mois, elle recherche une dizaine de salariés, laséristes, plieurs, soudeurs et autres poinçonneurs et profils très techniques, de plus en plus rares sur le marché local de l'emploi. Conséquence : *«Sur 14 plieuses, 8 seulement tournent aujourd'hui »*, se désespère Gil Sitkiewiez, directeur commercial de l'entreprise. Pour recruter, SMG Confrère, qui emploie une centaine de salariés, fait donc feu de tout bois : Pôle Emploi, agences d'intérim, appels sur les réseaux sociaux et même une dizaine de banderoles le long de la route bordant l'usine. Un déploiement d'énergie qui paie. Le nombre de CV reçus est passé de 5 à 50 par mois. Peu importe s'ils ne correspondent pas toujours au profil de poste, SMG est prêt à former. *"Notamment les candidats ayant un profil technique, mais venant d'autres horizons, même s'ils n'ont pas d'expérience »*. L'entreprise se dit aussi prête à revoir les niveaux de salaires à la hausse. Pour elle, l'enjeu est majeur. Ces dernières années, SMG Confrère, historiquement spécialisée dans la tôlerie industrielle pour le bâtiment, le machinisme agricole ou l'industrie, s'est diversifiée sur les marchés des cheminées à l'éthanol, de l'éclairage public, de la sonorisation haut-de-gamme ou encore dans équipements pour les bus électriques. *«Nous réalisons 15 M€ de chiffre d'affaires, dont 10% avec nos propres produits, les cheminées en particulier. Nos perspectives de croissance sont bonnes »*, détaille Gil Sitkiewiez, qui craint que ces difficultés de recrutement ne freinent rapidement le développement de l'entreprise. Faute de bras et de cerveaux, elle pourrait n'avoir d'autre choix, à terme, que de refuser des contrats. ■ **G.R.**

# ACTE 21 :
## *Pérenniser son entreprise en cas de décès*



**Les actes notariés protègent votre entreprise et vos héritiers.**

Expert dans l'accompagnement des chefs d'entreprise, le notaire vous conseille pour préparer la transmission de votre patrimoine professionnel et anticiper un décès accidentel.

Avec le mandat à effet posthume, vous protégez vos héritiers et favorisez la poursuite de l'entreprise selon vos directives.

**Toute votre vie, le notaire est à vos côtés... Et ça, ce n'est pas du théâtre.**

NOTAIRES
NORD • PAS-DE-CALAIS

Notaires de France

PACS, MARIAGE, DONATION, DIVORCE, DÉPENDANCE, SUCCESSION, INTERNATIONAL, STATUTS, SOCIÉTÉS, TRANSMISSION, BAUX, CESSION, VENTE, NÉGOCIATION...

Notaires

Nous vous accueillons sur **lereflexenotaire.fr**

**Devenue Entreprise à mission, Cooptalis joue à fond la carte du bien-être au travail**

**Renault** a lancé à la fin de l'été une campagne de recrutements d'envergure en région. D'ici à 2024, le constructeur créera 700 emplois pour son nouveau pôle de véhicules électriques ElectriCity. Celui-ci regroupera l'activité des trois sites nordistes Renault, Douai, Ruitz et Maubeuge. Pour réussir ses recrutements, Renault - associé à Pôle Emploi - brandit un message fort : *« C'est ouvert à tous, sans pré-requis, alors tentez votre chance ! »*, lance Sébastien Delouf, DRH du pôle industriel Nord de Renault. Résultat : ElectriCity accueillera début octobre ses 60 premiers collaborateurs à Douai, dont près de deux tiers étaient au chômage depuis au moins un an. Les autres étaient chômeurs de très longue durée (deux ans et plus) ou bénéficiaires du RSA. Tous ont bénéficié de 150h de formation avant d'intégrer la chaîne de production. *« La marque Renault est attractive. Elle capte celles et ceux intéressés d'intégrer un grand groupe ou qui veulent participer au tournant que constitue l'électrique dans l'histoire du secteur automobile. Et ce même s'ils n'ont aucune expérience dans l'industrie »*, indique Sébastien Delouf. *« La proposition d'un contrat de longue durée, des CDD d'un an avant le CDI, participe aussi à l'attractivité de la campagne »*, ajoute Hedi Benrached, directeur de Pôle Emploi Douai. Qui poursuit : *« La première vague de recrutements est très satisfaisante. On imagine que les suivantes le seront tout autant. D'où l'importance de sélectionner les bonnes personnes »*.

Les candidats passent des tests de simulation pour évaluer leur dextérité ou encore leur concentration. Les équipes de Pôle Emploi et de Renault examinent par la suite les résultats pour orienter chaque candidat vers le poste le mieux adapté, agents d'assemblage, logisticiens ou agents de maintenance, détaille Hedi Benrached. En parallèle, Pôle Emploi Douai propose des ateliers pour travailler les soft skills. *« Même si on n'a pas de pré-requis pour ces recrutements, les attitudes professionnelles sont très importantes. Etre ponctuel, savoir échanger avec les autres, avoir la bonne attitude… »*, prévient Sébastien Delouf. Au premier trimestre 2022, une centaine de nouveaux collaborateurs rejoindront l'aventure ElectriCity.

**C'EST OUVERT À TOUS, SANS PRÉ-REQUIS, ALORS TENTEZ VOTRE CHANCE !**

# FOCUS SUR TROIS GROS RECRUTEURS

Renault embauche 700 personnes pour son pôle électrique, Dickson Constant se dote d'une nouvelle usine et Cooptalis recrute 150 personnes sur 12 mois.

### Mobilité internationale

Chez **Cooptalis** (650 salariés), changement radical d'ambiance depuis le confinement qui l'avait conduit à un plan de sauvegarde de l'emploi l'an dernier. Aujourd'hui, le spécialiste de la mobilité internationale recrute à tour de bras : 67 personnes depuis mars dernier, et 100 au programme d'ici avril 2022. *« On a transformé Cooptalis en entreprise à mission, avec une raison d'être. Beaucoup des candidats nous interrogent là-dessus, le salaire n'est pas leur première préoccupation »*, souligne Gilles Lechantre, cofondateur du groupe marcquois, qui pousse le curseur du bien-être au travail, avec des challenges sportifs notamment, pour améliorer l'attractivité de l'entreprise. Et les propres clients de Cooptalis ont eux aussi la même dynamique recruteuse. *« Je ne suis plus surpris de voir un client chercher 80 voire 100 personnes d'un coup, mais c'est très nouveau »*, pointe Gilles Lechantre, lui-même ancien dirigeant de Manpower.

**Dickson Constant**, fabricant de toiles de stores et de textiles technique, va doubler son usine de Wasquehal par un nouvel établissement à Hordain. Une unité où les besoins en emplois seront plus élevés que prévu initialement. *« Nous pensions investir 40 M€ et recruter 25 personnes la première année, 25 l'année suivante, pour atteindre 150 personnes à terme. Au final nous serons 100 dès la fin de l'année et l'investissement devrait atteindre 70 M€ »*, a indiqué son Pdg Eugène Deleplanque lors de la première édition de « L'investor day » à l'hôtel de région. Le dirigeant indique pour l'heure ne pas rencontrer de difficulté majeure pour les effectifs ouvriers et ingénieurs. En revanche, les techniciens sont introuvables.

l'Assurance Maladie
RISQUES PROFESSIONNELS

VOTRE INTERLOCUTEUR EN RÉGION
Carsat Retraite & Santé au travail
Hauts-de-France

# La Carsat Hauts-de-France aide financièrement les entreprises de moins de 50 salariés par des subventions de prévention.

La Carsat Hauts-de-France, en tant qu'assureur social du risque professionnel, est votre interlocuteur principal pour vous aider financièrement dans vos investissements afin de supprimer ou de réduire l'exposition des salariés aux risques et d'améliorer votre démarche de prévention.

**Ces investissements peuvent porter sur :**

- **de l'aide à l'achat de matériel,**
- **de l'aide à la formation,**
- **de l'accompagnement en matière de conseils.**

Retrouvez l'ensemble de ces aides sur le site
**www.carsat-hdf.fr** Rubrique Entreprises > Aides financières

## Le saviez-vous ?

**Vous êtes une entreprise de moins de 200 salariés ?**

Vous pouvez selon certains critères bénéficier d'un contrat de prévention pour financer ces projets destinés à améliorer les conditions de santé et de sécurité au sein de votre entreprise.

**Plus facile et plus rapide**

Plus facile et plus rapide, il est maintenant possible de réserver en ligne la plupart des subventions prévention de l'Assurance Maladie – Risques professionnels directement depuis le compte AT/MP de votre entreprise sur

NET-ENTREPRISES.FR
GIP Modernisation des déclarations sociales

**Alors n'attendez-plus, créez votre compte AT/MP.**

## LE COMPTE AT/MP

Complet
Dynamique
Pratique

NET-ENTREPRISES.FR
GIP Modernisation des déclarations sociales

- **Un outil de gestion** gratuit
- **un accès unique** sur net-entreprises.fr
- **consultable** 1 jour après l'inscription
- **connaître son taux annuel** avant la notification
- **consulter votre compte** 24/24
- **agir en prévention** pour réduire la sinistralité
- **comprendre la tarification** et connaître les barèmes

> *Interview*

# PATRICE PENNEL

PRÉSIDENT DU MEDEF HAUTS-DE-FRANCE

**Aviez-vous anticipé cette situation de tension forte sur l'emploi ?**

Non, on ne l'a pas vue venir. Il y a un an, on pensait qu'on ne parlerait que d'une cohorte de chômage et de dépôts de bilan. On est dans un monde extrêmement incertain. Les besoins d'embauche dans l'industrie aujourd'hui sont au double d'une année normale. Vous avez aussi deux fois plus de fins de contrats de travail que d'ordinaire. Ce qui signifie qu'il existe une surenchère sur les salaires qui crée de la mobilité. Avec les tensions sur les matières, les germes de l'inflation sont là. Dans ma propre entreprise (REG, ndlr), où nous sommes 140, nous recherchons douze personnes, et nous sommes en plus interrogés par certains de nos propres collaborateurs qui nous disent être sollicités ailleurs avec de meilleurs salaires...

*"On n'a pas vu venir cette situation"*

**Dans une région où le taux de chômage demeure à 9,4%, cette pression sur les embauches paraît paradoxale... Le rapport au travail a-t-il changé ?**

La crise sanitaire n'a rien arrangé. La qualité de vie est perçue comme bien plus importante. Les gens ne vont plus se précipiter, ils regardent leurs droits aux allocations, ils prennent leur temps. La question n'est pas seulement celle de la disponibilité de la main d'œuvre mais il y a aussi une dimension psychologique et culturelle. Mais ce qui est vrai également, c'est que l'entreprise et notamment l'industrie ne fait plus rêver. L'ascenseur social, l'ambiance au travail ne suffisent plus. Et l'industrie n'est pas du bon côté du télétravail !

**L'emploi devient-il un goulet d'étranglement dangereux pour l'économie et les entreprises ? Le plan de relance arrive-t-il au moment propice ?**

Aujourd'hui on ne parle que de ça. C'est le sujet le plus important, devant les pénuries de composants qui, elles, ne touchent que certains secteurs. Mais le problème de recrutement est désormais un vrai frein, doublé parfois par le manque de ressources. Beaucoup d'entreprises refusent des contrats. Quant au plan de relance, je suis de nature optimiste. Il donne le moral aux chefs d'entreprise, notamment aux industriels, grâce à une dynamique très favorable à l'économie. Là où l'industrie française investissait deux fois moins que son homologue allemande, on peut espérer un rebond, avec la persistance de l'investissement même sans argent public.

**Recueilli par O.D.**

# LAURIE CLÉMENT

DIRECTRICE DE L'AGENCE AMIÉNOISE D'INTÉRIM LIP, SPÉCIALISÉE DANS LE BTP

**Ressentez-vous ces tensions sur le marché de l'emploi intérimaire ?**

Oui complètement. Actuellement, nous comptons au sein de l'agence d'Amiens une quinzaine de postes pour lesquels nous ne trouvons pas les profils. Cela concerne à peu près tous les métiers du bâtiment pour lesquels nous recherchons des personnes disposant d'un minimum d'expérience : électricien, plombier-chauffagiste, technicien de maintenance... Nous avons des candidats, mais qui n'ont pas de diplôme. Nous orientons certains candidats vers des formations, cependant celles-ci sont souvent conditionnées à une embauche en CDD long, voire en CDI. Ce qui, de fait, ne résout pas notre problème...

**Ce problème était déjà prégnant avant la crise. La reprise aggrave-t-elle encore la pénurie ?**

La situation était en effet déjà compliquée avant la crise, mais là, c'est pire ! Les entreprises ont des besoins, mais leur trésorerie s'est tendue. De ce fait, l'écart entre les salaires proposés et la non activité ne pousse pas les demandeurs d'emploi à une reprise d'activité. Le problème dépasse le secteur du bâtiment. A l'agence d'Amiens, nous essayons de recruter une chargée d'affaires que nous ne parvenons pas à recruter. C'est pourquoi notre groupe a créé, au siège de Lyon, sa propre école de formation.

*"Le problème des salaires accroît la pénurie de main-d'œuvre"*

**On dit que les chantiers dans les métropoles, à Paris notamment, « aspirent » les talents locaux. Est-ce le cas ?**

Beaucoup de gens préfèrent aussi aller travailler à Paris ou dans les grandes métropoles où les chantiers sont nombreux. Avec le système des primes, c'est plus intéressant financièrement pour eux, mais cela « vide » le réservoir de compétences locales. La moyenne d'âge des équipes a tendance à augmenter. Les plus anciens font le plus d'heures, y compris dans les métiers les plus durs. Les nouvelles générations boudent ces métiers, jugés comme trop difficiles. Leurs prétentions salariales sont aussi souvent déconnectées de la réalité économique des entreprises, surtout en début de carrière.

**Recueilli par G.R.**

# ILS RECRUTENT AUTREMENT...

Entreprises comme acteurs publics font assaut d'imagination pour chercher des formules originales facilitant les recrutements. Trois illustrations

## VIVEO RECRUTE SANS CV

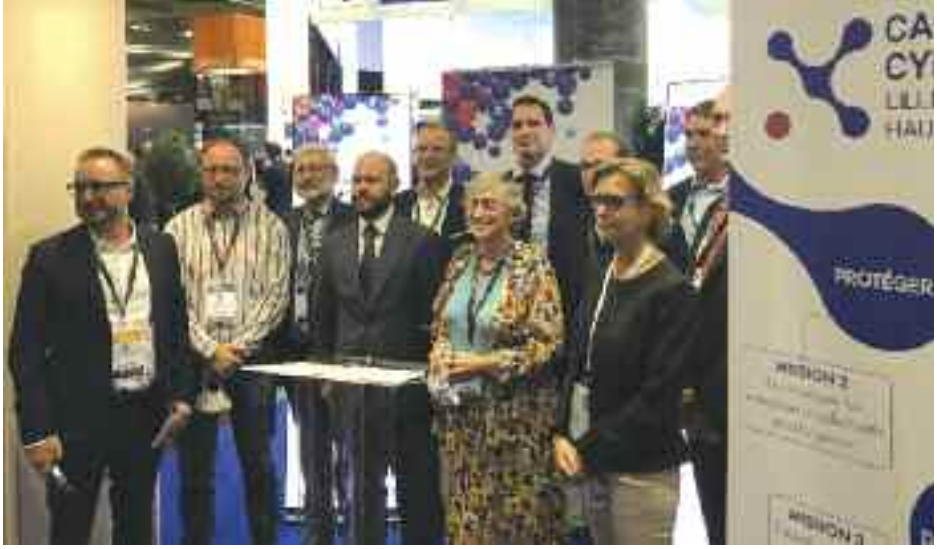
Le groupe nordiste Viveo casse les codes pour sa nouvelle campagne de recrutement. Spécialisé dans la transition énergétique (rénovation de l'habitat, bornes électriques, maintien à domicile et protection des piscines), le groupe emploie 156 personnes pour un chiffre d'affaires de 19,2 M€.
Il vise un recrutement de 30 à 40 commerciaux débutants et 7 techniciens à travers une communication hors norme confiée à l'agence parisienne Drama, du 13 au 26 septembre.
Le groupe, fondé par deux associés dont Laurent Mischkind, ancien participant de Koh Lanta, espère attirer avec des slogans tels que *« Pas besoin d'avoir bac + 12 pour gagner du flouze ! »*, *« Le groupe Viveo recrute, n'envoyez pas votre CV»*, ou *« On ne change pas une équipe qui gagne, on l'agrandit !»*, *« Et si ton bagout te rapportait enfin des sous »* ou encore *« Tu as de l'énergie à revendre, on achète ! »* A suivre ■ **F.P.**

## LOGISTIQUE : UN ESCAPE GAME DE PRÉSÉLECTION

Face à une tension toujours plus grande sur les recrutements dans la filière transport-logistique, le pôle d'excellence Euralogistic, porté par la CCI de Région, a décidé d'innover. Après ses forums emplois « log & play », changement de formule désormais avec un circuit de découverte interactif imaginé dans le campus du site Delta 3 à Dourges. Un format proche de l'Escape game a été déployé, permettant par une série d'ateliers ludiques de tester son appétence et ses prédispositions pour un secteur en plein essor en région. Les lycéens ou les demandeurs d'emploi pré-sélectionnés par des missions locales ou Pôle Emploi vont ainsi découvrir un secteur inattendu où robots, drones et intelligence artificielle ont toute leur place, vont se tester dans un simulateur de chargement de palettes. Le circuit enregistre toutes les interactions du visiteur sur un smartphone dédié qui lui est remis à l'entrée et qui est déchargé sur une borne en fin de parcours. Permettant du même coup une première grille de lecture du profil, quitte à déconseiller une orientation dans ce secteur. L'outil, unique en France, connaît un gros succès et vient en outre de recevoir à la mi-septembre une grande reconnaissance de la profession avec le prix de l'innovation du SITL. Fin septembre Pôle Emploi a organisé la semaine des métiers de la logistique où plus de 4 000 offres d'emploi étaient disponibles ■ **O.D.**

## TASK FORCE RESTAURATION : 5 000 EMPLOIS POURVUS

Ils ont été frappés de plein fouet par les mesures gouvernementales déployées pour endiguer la pandémie. Les restaurateurs attendaient beaucoup de la période estivale pour renflouer les caisses par une activité redoublée. Mais nombre d'entre eux se sont heurtés à une pénurie de main d'œuvre. Pour répondre à l'urgence des besoins de recrutement du secteur, l'ensemble des acteurs régionaux de l'emploi ont lancé une opération coup de poing, menée par Philippe Lamblin, délégué aux emplois en région. Préfecture des Hauts-de-France, CCI régionale, Umih Hauts-de-France, Région mais aussi Pôle Emploi, Cap Emploi ou encore Chambre des métiers et de l'artisanat se sont mobilisés pour rapprocher l'offre et la demande. Via un *« accompagnement sur mesure »*, indique Philippe Lamblin.
Résultat : plus de 5 000 postes - sur tous les métiers de la restauration - ont été pourvus en moins de deux mois. Par des étudiants, des personnes en reconversion ou encore des demandeurs d'emploi qui ont été mis en relation avec les restaurateurs par la task force. *« Ça a été une réussite. Elle prouve que quand les acteurs de l'emploi décident enfin de travailler ensemble, ça marche !,* lance le Monsieur emploi de la région. *Aux entreprises aussi de jouer le jeu en proposant des offres intéressantes et attirantes ».*
L'initiative s'ouvre déjà à d'autres secteurs d'activité, avec dans un premier temps les travaux publics et le BTP ■ **J.K.**



# Le campus cyber lillois (presque) sur les fonts baptismaux

L'acte formel de lancement du Campus cyber lillois devait être donné lors du Forum international de la Cybersécurité (FIC) entre Xavier Bertrand, Damien Castelain et Martine Aubry. La cérémonie n'a pas eu lieu, annulée *in extremis* pour un improbable problème d'agenda, mais les acteurs locaux de la cybersécurité, eux, étaient bien présents en nombre pour affirmer leur adhésion à cette démarche collective ambitieuse. Le campus cyber lillois, troisième à se lancer en France après Rennes et Paris, devrait voir le jour en 2022, sur 1 400 m2 de surface au sein du nouveau bâtiment Wenov. Porté par le CITC (études de préfiguration) et Euratech, le dispositif vise à agréger les acteurs régionaux qui commencent à peser lourd dans le secteur, pour prendre à bras le corps cette thématique devenue omniprésente, avec de lourds enjeux. Non seulement en terme de sécurité, mais aussi de formation, de recrutement, de sensibilisation voire de création de référentiels.

*« Développer la cybersécurité me tient particulièrement à cœur, en matière de souveraineté. Il y a bien une volonté politique de créer un lieu, mais il faudra l'animer pour que les entreprises y viennent »*, prévient Georges Lotigier, patron de Vade (leader de la protection des messageries), soutien de ce projet à fort enjeu. *« C'est une honte qu'en France aujourd'hui seulement 15% des achats en cybersécurité soient européens ». « Au départ, le projet était prévu pour être une sorte d'antenne locale, aujourd'hui il s'agit de faire quelque chose de beaucoup plus ambitieux »*, précise Nicolas Brien, nouveau président d'Euratech.

Parmi les partenaires figurent déjà quelques poids lourds : Orange Cyberdéfense, Stormshield, Thalès, EDF, Vade, Advens ou l'Université de Lille. Il manque encore un ou plusieurs gros porteurs pour impulser la nécessaire dynamique de départ. *« C'est une question de semaine »*, veut croire Damien Castelain ■ **O.D.**

QUESTIONS À

## BENJAMIN SERRE

DIRECTEUR D'ORANGE CYBERDÉFENSE À LESQUIN

## *«Faire un Iso 9001 de la cyber»*

**Vous dirigez depuis sa création le centre d'Orange Cyberdéfense à Lesquin, quelle est votre activité ?**

Orange avait déjà des activités dans le domaine cyber à Lille, que nous avons fusionnées, et ce nouveau centre s'est véritablement spécialisé dans les métiers cyber. Au départ, nous étions surtout concentrés sur les organismes publics ou privés à forte exposition au risque. Depuis, nous nous développons vers les structures de taille intermédiaire et les plus petites collectivités, qui sont à la fois soumises à une vraie menace et qui sont pour nous un relais de croissance. Nous comptons 80 collaborateurs à Lesquin, mais l'effectif doit augmenter car nous avons une nouvelle offre en mid-market depuis l'an dernier, notamment en offre de surveillance souveraine dont nous attendons beaucoup.

**On a l'impression d'une menace toujours plus grande et plus professionnelle...**

En fait, il existe énormément d'opportunités et de facilités pour attaquer, sans grandes compétences. En début d'année, Europol a stoppé une attaque massive qui s'appuyait sur 1,2 million de machines compromises ! Même les petites structures qui pensent avoir une faible exposition se trompent car les attaques sont complètement opportunistes. Or elles ont moins les bons réflexes aux incidents que les grands groupes. Elles savent gérer le risque incendie, mais pas le risque cyber alors que celui-ci est bien plus probable !

**Vous êtes associé au projet de campus cyber, comment le percevez-vous ?**

Il existe une superdynamique sur le campus cyber qui présente beaucoup d'intérêt, centré autour de l'adaptation des dispositifs de protection pour les organismes de taille intermédiaire. Le fait d'être réunis ensemble sur un lieu unique permet de mieux travailler sur l'évolution de la menace, d'être plus rapidement au courant des déviances. Il y a aussi des chantiers en matière d'audit et de conseil pour adapter les réponses, mais aussi la création d'un référentiel. Avec en perspective l'idée de faire une sorte d'Iso 9001 du cyber.

IMT Nord Europe
IMT Lille Douai devient
IMT Nord Europe
MATHILDE,
DOCTORANTE
IMT NORD EUROPE
"Je propose des solutions innovantes pour la protection de l'environnement et je participe activement au développement durable."
#IMTNordEurope
www.imt-nord-europe.fr

Les modes de travail changent
ET SI L' ÉQUILIBRE VENAIT DE LA MODULATION ?
Une journée de travail, c'est une multitude de besoins ! Se concentrer, se réunir, partager, échanger, créer...
Et si vous moduliez librement bureaux, coworking, réunions et télétravail ?
multiburo
bureaux, coworking, réunions & services
ww.multiburo.com
Tout est simple, tout est flexible, et sans engagement.

> *Développement local*

# Le nouveau **port de Calais** largue les amarres

***Calais.*** Au terme de six années d'un chantier colossal perturbé par la pandémie et le Brexit, le port s'offre une extension majeure propre à lui ouvrir un nouvel avenir. Une ouverture en cycle très creux mais qui engage pour de nombreuses décennies.

Est-ce un « game changer », un changement de nature à bouleverser les cartes de l'avenir économique de Calais voire bien au-delà ? L'avènement du nouveau port de Calais, dix-sept ans après les premières discussions, 6 ans après les premiers coups de pioche, et au terme de 863 M€ d'investissement, offre en tout cas au territoire un écrin de dimension XXL.

Il n'y avait pas le choix, dit en substance Natacha Bouchart, maire de Calais et présidente de l'agglo. *« Dans dix ans, nous n'aurions pas pu accueillir les nouvelles générations de ferries »*, lance-t-elle. D'ailleurs P&O va déjà opérer deux nouveaux bateaux en 2022 de 235 mètres de long, plus grands encore que le « Côte d'Opale » que vient de lancer l'armateur DFDS le 4 août dernier (215 mètres). Le manque d'espaces terrestres aurait aussi empêché le développement au moment où les contraintes de contrôles se sont multipliées. Le consensus était donc général le 9 septembre pour le *« geste inaugural »* : un concert de cornes de brume.

## Contre-cycle

Ce projet, porté à son terme avec une énergie farouche par l'ex-président de CCI et désormais Pdg de la société d'exploitation des ports du détroit (SEPD), Jean-Marc Puissesseau, bascule le port dans une nouvelle dimension. Les chiffres sont d'ailleurs impressionnants (ci-dessous). La capacité de l'infrastructure va lui permettre aisément d'absorber les hausses de trafic, avec d'énormes gains de productivité (maniabilité dans le port, crocs largables opérés à distance…) capables de diminuer de 30% le temps d'escale.

*Le temps d'escale sera réduit de 30%*

Problème : pensée en phase de croissance, l'infrastructure arrive à échéance en plein creux historique, alimenté par le Brexit et la pandémie. L'activité reste aujourd'hui au ralenti. *« La frontière a été fermée pendant un an, nous avons perdu 90% de la clientèle »*, admet Benoît Rochet, directeur général de la SEPD, qui souligne les surcoûts du double test Covid pour les passagers. Son président se dit persuadé que les 8 à 9 millions de voyageurs annuels vont néanmoins revenir, *« d'autant plus que nous avons ici des conditions d'accueil qui n'existent pas ailleurs »*.

Cerise sur le pudding, le port va pouvoir déployer une activité de duty free sur 1 000 m2 dans un nouveau bâtiment réalisé en front de mer.

Le port compte aussi déployer l'arme du multimodal, déjà préparée depuis dix ans avec le ferroutage. Le *« non accompagné »* (les remorques seules) s'est déjà bien développé, avec du fret remontant de Perpignan, Mâcon, d'Italie, bientôt de la Turquie via Sète. Une ligne de non accompagné vient d'être lancée par DFDS entre Calais et Sheerness, tandis qu'une ligne similaire sera lancée en novembre par Blue Channel Line.

Quel impact ce nouveau port aura-t-il sur la répartition du trafic transmanche ? Getlink a déjà fait savoir qu'il se battrait *« jusqu'au bout »* pour pouvoir offrir à son tour le duty free, qui promet d'être une source d'attractivité pour les passagers, et de revenus et d'emplois. *« La compétition avec les ferries est inégale. Nous n'avons pas les mêmes armes »*, déplorait Yann Leriche, Dg de Getlink dans une interview à la Voix du Nord en juin dernier ■ **O.D.**

### *Le port de Calais en bref*

- **65 ha de terre-pleins aménagés dont 45 ha gagnés sur la mer**
- **Une nouvelle digue de 3km de long et 25 m de haut**
- **4 MT de sable extraites**
- **Un bassin de 90 ha navigable, de 800 m de large**
- **Salariés de la SEPD : 600 personnes**
- **Effectif portuaire *lato sensu* : 4 à 5 000 personnes**
- **Investissement 863 M€**

**dont 188 M€ de retombées pour les entreprises régionales**

VOUS ÊTRE **UTILE**

# La nouvelle solution de **gestion de vos flux** au quotidien

PULCEO

Une offre de gestion de vos flux multi-bancaire et multi-société*
accessible via internet

Document à caractère publicitaire.

* Nous Contacter, voir Conditions Générales de Service

CAISSE D'EPARGNE HAUTS DE FRANCE

> *Développement public*

# Ferroviaire : Le barreau Creil-Roissy (enfin) validé

**Depuis l'été, le projet de création de la liaison entre la gare de Creil et la plateforme aéroportuaire de Roissy est déclaré d'utilité publique. Un projet stratégique de 340 M€.**

Les trains et les tunnels vont de pair. Celui qu'a traversé le projet de barreau ferroviaire entre Creil et Roissy s'est avéré particulièrement long, le dossier ayant été à maintes reprises enterré et déterré au cours des quinze dernières années. Cette fois semble être la bonne : le dossier a été reconnu d'utilité publique, dans la foulée de l'enquête publique réalisée début 2021. Dans le sud de la région, la décision a été accueillie avec soulagement. Pour l'Oise, en particulier, le projet revêt une dimension stratégique, en permettant de relier la gare de Creil au hub de Roissy en seulement vingt minutes. Soit une heure – au bas mot – de trajet gagnée pour la dizaine de milliers d'habitants qui se rendent quotidiennement sur la plateforme, soit en passant par la gare du Nord, soit par leurs propres moyens. *«Cette liaison va contribuer au développement du territoire en facilitant l'accès à l'aéroport, mais aussi en permettant d'accéder directement au réseau TGV. Personnellement, je me rends en Allemagne tous les quinze jours et très régulièrement à Lyon, le gain de temps va être majeur »*, se réjouit Luc Baijot, président du Medef de l'Oise, à la tête de plusieurs entreprises innovantes. La création du barreau permettra également d'amener le TGV jusqu'en gare d'Amiens et donc de connecter directement la ville au réseau à grande vitesse.

*"Attirer de nouvelles activités économiques autour des gares"*
***Xavier Bertrand***

## Nouvelle attractivité

*«Grâce à cette ligne, nous allons non seulement attirer de nouveaux habitants mais aussi de nouvelles activités économiques autour des gares »*, renchérit Xavier Bertrand, le président du conseil régional des Hauts-de-France. Convaincue de l'intérêt stratégique de la liaison, la Région s'est engagée à financer le tiers – soit 105 M€ - des investissements nécessaires à sa réalisation. De quoi, sans doute, en pleine campagne de la présidentielle, attiser les rivalités entre le président nordiste et son homologue francilienne, Valérie Pécresse, vent debout contre le projet. Il y a un an, celle-ci avait même demandé un nouveau report de ce projet, jugé peu utile pour les habitants du Val d'Oise. Son appel n'a pas été entendu, le gouvernement ayant promis une mise en service de la ligne dès 2025 ■ **G.R.**

## La ligne Lourches-Valenciennes modernisée

**La Région, l'Etat et SNCF Réseau viennent d'achever la rénovation de la ligne Lourches-Valenciennes, soit 16 km de voies qui nécessitaient un renouvellement complet. Soit une facture de plus de 33 M€, assumée aux trois quarts par la Région, et huit mois de travaux. De quoi pérenniser cette petite ligne, ramenée à une vitesse commerciale de 90 km/h. Dans le Valenciennois, d'autres investissements ferroviaires sont en cours comme la modernisation de la ligne Valenciennes-Quiévrechain (9 M€) ou l'accessibilité de la gare de Valenciennes (11 M€).**

# Le Nord se lance dans une chasse aux coûts et à l'optimisation

Le nouveau président du Département Christian Poiret affiche pour le mandat des priorités de gestion stricte mais aussi une remontée des investissements.

Christian Poiret effectuait début septembre sa première rentrée en tant que président du département le plus peuplé de France, le Nord. Le successeur de Jean-René Lecerf a présenté ses priorités pour les six prochaines années à la Maison natale Charles de Gaulle à Lille. La première, sans surprise, l'emploi. *« Point stratégique »* de son mandat, avec en perspective la réduction du nombre d'allocataires du RSA. Depuis cet été et pour la première fois, le Nord affiche un nombre de foyers allocataires inférieur aux 100 000. *« On est passé de 116 000 à 99 600 aujourd'hui,* confirme Christian Poiret. *Je souhaite qu'on aille beaucoup plus loin »*. Notamment sur le retour à l'emploi des 25-35 ans (35 600 foyers). L'objectif est clair : *« mettre le turbo pour qu'ils ne soient plus au RSA à 60 ans »*, prévient le président du Nord et de Douaisis Agglo. Ces allocataires seront prochainement *« convoqués »* pour être évalués. Avant d'être basculés soit dans le dispositif des Maisons Départementales Insertion et Emploi, soit intégrés en insertion professionnelle. *« Les 25-35 ans ont besoin qu'on leur redonne leur dignité »*, souligne celui qui se définit comme gaulliste social. Pour relever son pari, il entend garder les acteurs régionaux de l'emploi autour de la table ; Pôle Emploi, la Région, la Chambre des métiers, la MEL, les CCI mais aussi le MEDEF et les chefs d'entreprise. Christian Poiret avertit : *« J'aurai les mains dans le cambouis »*. Il a d'ores et déjà annoncé la mise en place d'un tableau de suivi sur le nombre de personnes aidées… chaque semaine.

*" L'esprit de la recette doit exister !"*
***Christian Poiret***

## Optimiser, optimiser et… optimiser

Gestionnaire méticuleux, le président du Nord, qui fut déjà l'artisan du redressement des comptes départementaux comme vice-président aux finances, compte bien amplifier le mouvement : contrôler les coûts de fonctionnement, les indus non réclamés, les impayés… la chasse aux coûts et aux recettes est ouverte. Avec à sa tête, un futur directeur général des services en cours de recrutement. Et un maître-mot : l'optimisation. *« Est-ce nécessaire ? Combien ça coûte ?… On doit avoir des plans clairs pour prendre des décisions. L'esprit de la recette doit exister !*, lance Christian Poiret, avant d'insister : *On optimisera l'interne, les recettes, la fiscalité, car l'optimisation rapporte au Département et aux communes »*.

Côté investissement, le Département prévoit un budget de 330 M€ pour 2022, contre 270 M€ cette année. Une forte poussée qui permettra au nouvel exécutif d'assurer les projets en cours ; reconstruction ou réhabilitation de collèges, contournements de Caudry, Valenciennes, Renescure ou encore construction du Forum départemental à Lille. Pour l'heure, le président se refuse à dévoiler d'éventuels nouveaux grands projets. Bien décidé à se concentrer avant tout sur *« les coups déjà lancés »*. Pour autant, Christian Poiret n'hésitera pas à mettre la main à la poche si nécessaire. *« On a mis 9 M€ dans le Plan de Relance, on est capable de les remettre demain si besoin »*. Idem en interne : *« On a déjà mis 10 M€ dans l'outil informatique. Ce n'est pas suffisant. S'il faut en mettre 15, on le fera »*. Le Département semble en effet avoir désormais les reins solides. Notamment avec un niveau de recettes inespéré des droits de mutation à titre onéreux (frais de notaire), attendus en hausse de 75 M€ sur l'année! Mais pas question pour l'exécutif de toucher à cette manne. *« On les mettra de côté, en provision pour risque. Ce serait irresponsable de les dépenser ! »* Le ton est donné ■ **J.K.**

Nord
Nord
Nord

> *Développement local*

# En grande forme, la filière santé régionale vise les 40 000 emplois

Eurasanté affiche une santé de fer et aspire à de grandes ambitions d'ici 2025 notamment en terme d'emplois. Seule barrière à l'horizon : le recrutement.

Ces 18 derniers mois, l'industrie santé des Hauts-de-France a prouvé qu'elle savait à la fois relever les défis imposés par une pandémie mondiale et poursuivre sa croissance. Depuis l'an dernier, les investissements industriels vont bon train. Bon nombre d'entreprises de santé et agroalimentaires régionales bénéficient en effet de subventions issues du plan France Relance pour assurer leurs projets de développement. Citons par exemple le labo pharmaceutique Innobiochips qui créera une unité de production de tests de diagnostics *in vitro* innovants et de haute résolution en région pour répondre à la demande de suivi d'immunisation naturelle et post-vaccinale contre la Covid-19. Macopharma compte pour sa part acquérir une ligne de fabrication automatisée de filtres souples à Tourcoing (3,6 M€ d'investissements). De quoi sécuriser 225 emplois et en créer 20 supplémentaires.

Au total, la filière santé et agroalimentaire a déjà annoncé plus d'1,4 Md€ d'investissements. 3 300 emplois devraient être créés dans les deux ans. Les 1 100 entreprises régionales comptent à ce jour 32 000 salariés. Un chiffre qui pourrait passer à 40 000 dans les quatre ans selon leurs projections.

*La filière santé et agro-alimentaire affiche un programme de 1,4 Md€ d'investissement*

## Accélérer la formation

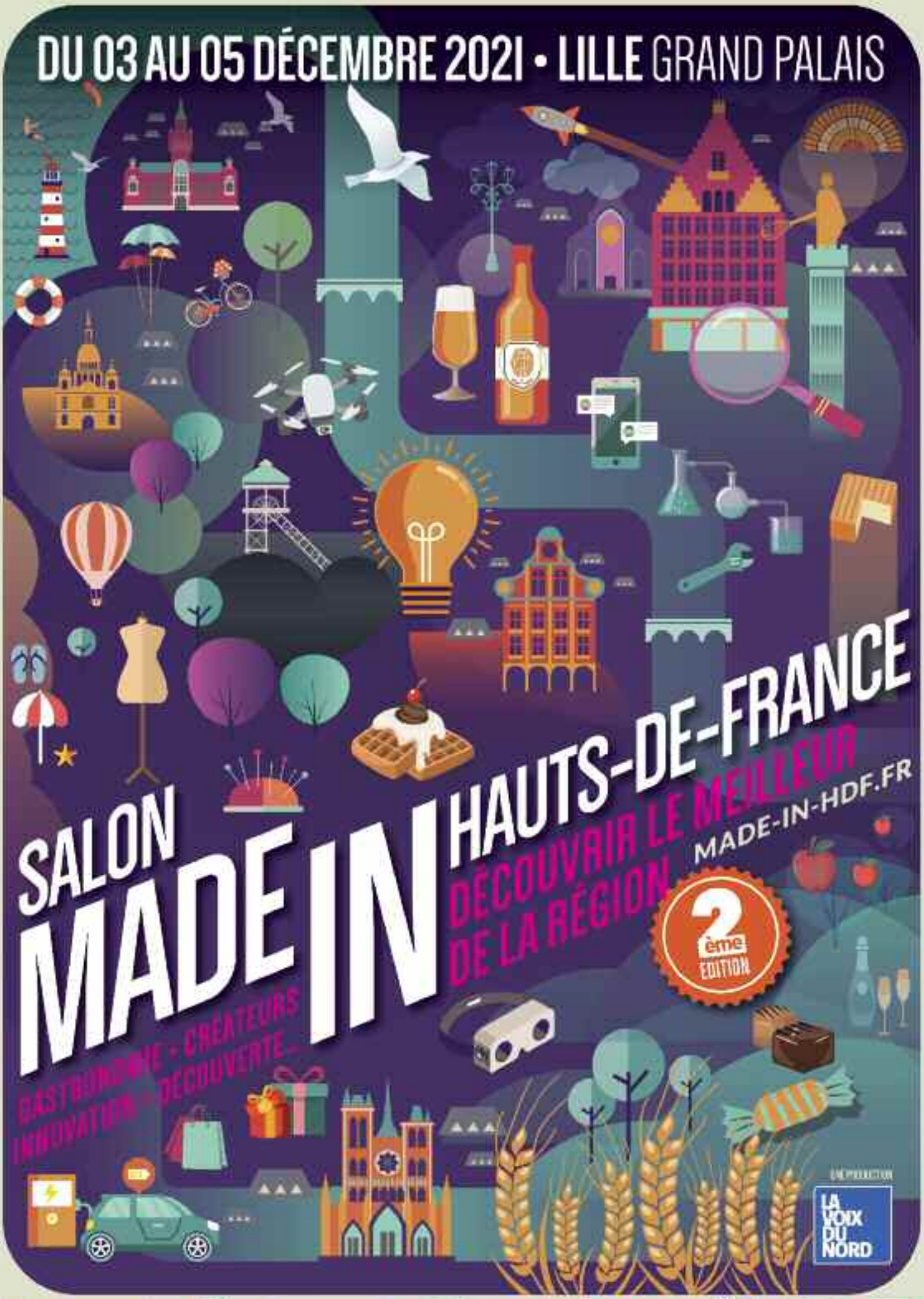
Toutefois, la filière se doit d'être plus attractive. Son plus grand défi aujourd'hui : trouver de nouveaux talents. Tout en assurant leur formation et celle des salariés actuels. Un sacré challenge quand on dénombre annuellement 9 000 besoins de formation en région. *« Il nous faut réajuster notre capacité de formation en région pour que les entreprises y trouvent les compétences qu'elles recherchent »*, confirme le Dg d'Eursanté Etienne Vervaecke.

Eurasanté mise gros sur sa future usine-école attendue courant 2023 sur son parc à Loos. En parallèle, le pôle d'excellence lance cette année *« Une chance pour soigner »*. Un parcours de sensibilisation, de formation et d'insertion dans les métiers des sites de production industrielle pharmaceutique régionaux. Lesquels affichent des besoins de recrutement importants, accrus avec la pandémie.

Côté start up, les levées de fonds reprennent (6 depuis le début de l'année). Offrant ainsi « *un nouveau souffle* » aux jeunes pousses régionales, après une année 2020 *« en demi-teinte »*, observe Eurasanté. Les bio-incubateur et bio-accélérateur restent attractifs. Ils accompagnent actuellement 54 projets, contre 33 sur toute l'année 2020 qui constituait déjà un record.

Par ailleurs, Eurasanté inaugurera le 12 octobre prochain, au sein d'un hôtel particulier à deux pas de la CCI Artois à Arras, un nouvel incubateur : Eurasenior. Un nouvel outil dédié à la silver économie et du mieux vieillir. Une première nationale **J.K.**

DU 03 AU 05 DÉCEMBRE 2021 • LILLE GRAND PALAIS



# SALON MADE IN HAUTS-DE-FRANCE

DÉCOUVRIR LE MEILLEUR DE LA RÉGION

MADE-IN-HDF.FR

2ème ÉDITION

GASTRONOMIE • CRÉATEURS
INNOVATION • DÉCOUVERTE...

UNE PRODUCTION LA VOIX DU NORD

Région Hauts-de-France · Crédit Agricole Nord de France · CCI Hauts-de-France · IMA · Chambre de Métiers et de l'Artisanat · Lille Métropole · AESIO · La Voix TV · MEO · Courrier Picard

> *Développement local*

# Le Louvre-Lens : un modèle économique toujours fragile

**Lens.** La Chambre régionale des comptes vient de rendre un rapport qui pointe les faiblesses d'un musée gratuit pour 82% des visiteurs, reposant sur un financement public prédominant, et en appelle à un plan de maîtrise de ses charges.

Contrairement à d'autres structures, le Louvre-Lens sort renforcé de la crise sanitaire. Certes, la fréquentation s'est effondrée avec les mois de fermeture, entraînant une perte de recettes d'1,3 M€. Mais les 2,4 M€ d'économies réalisées par les fermetures ont au final amélioré sa capacité d'autofinancement et le fonds de roulement.

Cette particularité souligne bien le caractère spécifique du Louvre-Lens, qui ressort clairement du dernier rapport de la Chambre régionale des comptes : son fonctionnement s'appuie pour l'essentiel sur les contributions des collectivités (12,5 M€/an dont 10 pour la Région), tandis que le bâtiment, propriété de la Région, est mis gratuitement à sa disposition. Un régime qui dispense le musée des droits et obligations du propriétaire, en particulier en matière de gros travaux, souligne le rapport, qui en appelle à un nouveau régime d'occupation constitutif de droits réels.

## Accès à la culture

Or les recettes d'exploitation sont bien modestes, à hauteur de 1,6 M€ par an, dont près de deux tiers en billetterie, un niveau *« faible en comparaison de musées de taille comparable »*. Mais ce n'est pas une surprise puisque le conseil d'administration a maintenu depuis l'ouverture le principe de gratuité de la Galerie du Temps et du pavillon de verre. Dans son rapport de 2015, la chambre des comptes avait déjà pointé ce sujet et recommandé *« d'engager une réflexion sur l'impact financier, culturel, touristique de la politique de gratuité de l'exposition permanente »*.

Mais ce choix politique assumé permet d'atteindre un haut niveau de fréquentation qui en fait le 3e musée de province derrière le Mucem et les Confluences à Lyon, avec 4,3 millions de visiteurs depuis l'origine. La Chambre -qui relève en parallèle un biais méthodologique consistant à compter deux fois ceux qui visiteraient le même jour la galerie du temps et les expositions temporaires, n'en reconnaît pas moins l'impact social et culturel du musée. Les habitants des Hauts-de-France se sont appropriés le Louvre-Lens, dont ils représentent 70% des visiteurs. Le public scolaire en représente 20%. Par ailleurs, selon une étude interne du musée en 2018, 27 % des visiteurs, correspondant à des publics prioritaires ou éloignés de la culture ne se seraient pas rendus au musée si l'accès avait été tarifé.

## 16% de financement privé

Mais en contrepartie, les ressources propres (billetterie, locations, redevances, partenariats, mécénat) sont limitées, soit 16% des produits du musée en 2019, en-deça de la cible visée de 20%. Les redevances de la librairie-boutique, le restaurant et la cafétéria ne pesaient que 0,13 M€ en 2019. *«Les recettes totales de redevances perçues par visiteur ne s'élèvent qu'à 0,24 € au Louvre-Lens, quand celles des autres musées de taille comparable en rapportent dix fois plus »*, tacle le rapport,

qui évoque aussi un fait de vols dans les caisses de la cafétéria (27 000€) qui n'aurait pas été rapporté au conseil d'administration. *« La Chambre encourage le musée à poursuivre ses efforts, la préservation de ses équilibres financiers passant par un renforcement des ressources propres afin d'être moins exposé à un modèle économique caractérisé par une très forte dépendance aux financements publics. »*

**2 scénarios : 2021, 2023**

D'autant que, sur la période de contrôle, la Chambre observe aussi une sensible poussée des effectifs, passés 82,5 équivalents temps plein en 2016 à 97 en 2019. Et la masse salariale, en parallèle s'envole de 15%. Le rapport préconise plus largement une programmation pluriannuelle. *« Le musée ne dispose pas d'outils prospectifs ni ne s'appuie sur des programmes pluriannuels d'investissement ou de fonctionnement, bien qu'un projet de rénovation de la Galerie du Temps existe ».*

La chambre établit deux scénarios 2021-2023 autour de ce projet chiffré à 4 M€. Le premier table sur des charges maîtrisées, un mécénat accru, permettant un niveau de fonds de roulement évitant l'emprunt pour la Galerie du temps. Le second, moins optimiste, prévoit une hausse limitée des recettes et une poussée annuelle de 3,5% des charges salariales. L'épargne serait négative dès 2021 pour se dégrader ensuite, la situation financière n'étant plus équilibrée. *« Les collectivités publiques, dont les financements représenteraient 87 % des produits du musée en 2023, devraient certainement être mises à contribution pour équilibrer ses comptes »*, s'inquiète le rapport, qui appelle le musée à se doter d'outils prospectifs, mais aussi de s'engager dans un plan de maîtrise de ses dépenses

**O.D.**

*Evolution de la fréquentation globale*

| | |
|---|---|
| 2013 | 863 117 |
| 2014 | 491 884 |
| 2015 | 435 813 |
| 2016 | 444 602 |
| 2017 | 450 319 |
| 2018 | 482 759 |
| 2019 | 533 170 |
| 2020 | 216 345 |

Source Chambre régionale des comptes

## 229 M€ de coût, 191 M€ de retombées

**La Chambre des comptes évalue le coût global du musée depuis l'origine pour les seules collectivités territoriales à 229 M€ : 118 M€ pour la construction (Région 91,2 M€, CALL et Lens 13,1 M€, CAHC 1,7 M€), auxquels s'ajoutent les dépenses statutaires des collectivité depuis l'origine. Elle met en parallèle les retombées économiques évaluées autour de 191 M€ et 527 emplois (source ALL et Euralens), très loin de l'effet Guggenheim de Bilbao. La référence à ce musée, très gros levier de développement économique du pays basque espagnol (une grosse délégation régionale s'était même rendue sur place à l'époque), a du reste disparu du nouveau projet scientifique et culturel du Louvre-Lens de 2019**

Abonnez-vous en ligne
sur www.eco121.fr !
INFOS 03 55 33 21 05
1 AN 64,90€
Éco121
BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :
❒ 1 an (10 n°) au prix de 64,90€
❒ 2 ans (20 n°) au prix de 94,90€
Abonnement multiple : nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)
Règlement
❒ Par chèque : à l'ordre d'Ecopresse
❒ Par virement : Banque Caisse d'Epargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520
NOM PRÉNOM
SOCIÉTÉ / ORGANISATION
ADRESSE
CODE POSTAL
VILLE TÉL
E-MAIL
Ecopresse - Parc Rivéo - 300 rue de Lille - 59520 Marquette-lez-Lille

> *En bref*

© Sébastien Jarry

## L'effet rebond de l'activité régionale contrarié

Malgré une croissance attendue aux alentours de 6% cette année en région, les entreprises voient leur production et leur productivité ralenties par des difficultés d'approvisionnement, l'augmentation du prix des matières premières et des coûts de transport. D'après la CCI régionale, 53% des entreprises régionales interrogées rencontrent des difficultés d'approvisionnement. 62% observent également un prix des matières premières en forte hausse ; +50% pour le prix de l'acier depuis début 2021 ou encore +28% pour le cuivre sur un an. Les coûts de transport suivent la même tendance, avec un conteneur de Shanghai à Rotterdam facturé à 8 705 euros, soit 5,4 fois plus que le tarif moyen observé ces 5 dernières années. Côté recrutement, une entreprise sur trois, tous secteurs confondus, rencontre des freins à l'embauche en région. Et ce, malgré les 62 000 postes vacants actuellement.

## Restauration : Place des Oliviers met les bouchées doubles

**La nouvelle enseigne nordiste de restauration ouvre son capital à Bpifrance et Nord Capital Investissement pour passer la vitesse supérieure avec une dizaine de restaurants en ligne de mire dès 2022. Une levée de 2,6 M€. La petite chaîne de restauration ouverte en 2018 par Patrice Stiévenard, dont l'originalité figure dans l'intégration de boulodromes au cœur même des restaurants. L'enseigne compte déjà deux établissements dans la métropole, à Lesquin et Bondues, et entend en développer deux de plus dans les six mois sur Valenciennes et Hénin-Beaumont. Elle vise 8 M€ de chiffre d'affaires à l'horizon 2022 avec 300 000 repas.**

## Nouvelle extension au port de Bruay-Saint-Saulve

7,5 M€ d'investissements pour 15 000 m2 de capacité de stockage supplémentaires : après une première extension en 2017, le port public à conteneurs de Bray-Saint-Saulve (inauguré en 2015) s'agrandit encore. Désormais, le port bénéficie d'un nouvel espace conteneurs qui lui permet d'accueillir 140 000 conteneurs équivalent vingt pieds, contre 85 000 en 2015. Demain, le port pourrait s'étendre encore avec, peut-être, la ligne de chemin de fer Valenciennes - Mons. En 2020, la vingtaine de salariés de l'infrastructure a traité plus d'un million de tonnes de marchandises. Les principaux clients du port sont les entreprises du malt, de l'automobile et du sucre.

## Gigafactory : Mercedes-Benz entre au capital d'ACC

**Stellantis et TotalEnergies ont annoncé fin septembre l'arrivée de Mercedez-Benz en tant que nouvel actionnaire, à part égale, à la tête de la future usine régionale de batteries électriques ACC. La capacité industrielle est ainsi revue à la hausse, passant de 48 GWh à 120 GWh « minimum » d'ici 2030 dans les usines de Douvrin (attendue courant 2023) et de Kaiserlautern (Allemagne). L'investissement global d'ACC évolue également pour atteindre 7 Mds€, contre les 5 Mds€ prévus initialement. Pour le Pdg de TotalEnergies Patrick Pouyanné, l'arrivée de Mercedes-Benz « *conforte clairement notre ambition de créer un champion européen des batteries* ».**

# Protéines végétales : Roquette s'offre un centre d'excellence dans l'Aisne

**Roquette poursuit sa course à l'innovation dans le champ des protéines végétales. Le groupe nordiste (8 300 salariés, 3,5 mds € de CA) se dote cette fois d'un centre de R & D dans son site de Vic-sur-Aisne. Un centre qui aura mobilisé 11 M€ et qui permet au géant agroalimentaire de développer des innovations alimentaires en lien avec ses clients. Les enjeux autour de la protéine végétale sont majeurs et Roquette s'est positionné en amont avec son usine picarde, puis avec un investissement d'envergure internationale au Canada. Au total, le groupe familial aura investi un demi-milliard d'euros dans cette usine canadienne qui doit entrer en production en fin d'année, un site aux Pays-Bas et son centre d'accélération et de développement de Vic-sur-Aisne. Roquette compte lancer *« plusieurs nouvelles sources de protéines »* tous les cinq ans, autant d'alternatives pour se substituer à la viande et aux produits laitiers notamment.**

# Altaïr s'adjuge le breton Briochin

**Le groupe nordiste Altaïr, plus connu sous ses marques grand public Starwax ou Kapo, reprend son homologue breton Briochin, basé à Saint-Malo. Spécialisé comme lui dans les produits d'entretien à l'ancienne, Briochin réalise un chiffre d'affaires de 40 M€ avec 85 salariés. Altaïr, filiale majoritaire d'Eurazeo depuis quelques mois, affiche 134 M€ de volume de ventes, pour un effectif de 380 salariés. L'opération est présentée comme riche de synergies, notamment en terme de circuits de distribution, Briochin étant davantage commercialisé en grande distribution, Altaïr plus dans les circuits spécialisés.**

# Broderie de Fontaine-au-Pire se diversifie

**La dirigeante de cette petite entreprise familiale près de Cambrai a souhaité lui donner un second souffle en pleine pandémie. Après quelques mois de gestation, Virginie Labriffe a dévoilé Ambiances Broderies, sa marque de linge de bain brodé par ses soins. Une nouvelle activité qui complète celle historique de Broderie de Fontaine-au-Pire, sous-traitant dans la broderie et le matelassage depuis 25 ans. Dans son magasin d'usine, la créatrice commercialise une collection de serviettes et draps de douche composée de 11 références. La quinqua vend également via le site internet de sa marque, et espère intégrer prochainement des boutiques de déco et nouer des partenariats avec des golfs régionaux.**

# Damart retrouve des couleurs

Le plan de transformation du groupe Damartex produit ses effets. Le navire amiral, Damart, affiche ainsi une progression de 14,9% sur le dernier exercice, pour un chiffre d'affaires rentable de 439 M€. Damart revendique une poussée de 50% de nouveaux clients sur l'exercice écoulé, gagnés majoritairement sur le web. Désormais 20% des ventes s'opèrent en ligne, et l'âge moyen des nouvelles clientes a reculé de 8 ans en deux ans, entre 2019 et 2021, pour atteindre désormais 56 ans. Le réseau de 150 magasins s'est révélé plutôt résilient face à la crise et Damart mise sur une extension du parc avec 20 nouveaux points de vente connectés d'ici à 2025. L'enseigne annonce un plan d'investissement de 20 M€ sur trois ans dans l'IT.

**Roubaix.** En fort redressement malgré la crise sanitaire, l'enseigne voit les premiers fruits de sa stratégie « in progress ». De nouveaux points de vente ouvriront dès cette année en France et à l'international.

# Jules : la mode responsable comme relais de croissance

Depuis deux ans, Jules se tisse un avenir plus durable. La deuxième enseigne de mode masculine du pays adopte, doucement mais sûrement, un changement de cap radical. Construit sur le *« produire moins mais mieux »*. Elle en fera même son slogan : *« Jules, men in progress »*. Désormais, la marque ne fabrique que les marchandises qu'elle est en mesure de vendre. En 2019, elle a produit 1,8 million de pièces en moins, sur les 25 millions annuelles. Ce principe nouveau de « mode à la demande » est un réel axe de développement pour Jules. *« Nous souhaitons stopper cette surproduction propre à l'industrie de la mode et redonner de la valeur à nos produits »*, confie Franck Poillon, directeur général, qui entend réduire drastiquement les invendus de fin de saison - et donc les coûts.

Produire mieux passe aussi par l'intégration de matières premières plus éco-responsables. Ce sera le cas pour 35% de la collection de Jules et 70% de sa gamme denim dès cette année. Le tout lui aurait déjà permis d'éviter l'utilisation de 520 tonnes de matières vierges dans sa production depuis le début 2021. Objectif dans les deux ans : utiliser du coton bio, du polyester recyclé ou encore du lin dans 50% de la collection. Avant d'atteindre les 100% en 2030.

En parallèle, l'enseigne mise aussi sur le zéro déchet. L'an dernier, à cause des fermetures de magasins, les pertes auraient pu être considérables. Mais Jules est parvenu à limiter la casse : *« A l'issue du premier confinement, l'offre en magasin ne correspondait plus à la saisonnalité ni à la demande,* confirme Franck Poillon. *Au lieu de les vendre à prix bradés ou de les détruire, nous les avons stockés dans notre entrepôt à Wattrelos pour qu'ils soient remis en vente à la prochaine saison ».*

*"Nous souhaitons stopper cette surproduction propre à l'industrie de la mode"*
***Franck Poillon***

### 70 boutiques à venir

Cependant, la crise impacte encore fortement les finances de l'enseigne nordiste. Sur 2020, elle a essuyé une perte de 130 M€... et 100 M€ au seul premier semestre 2021 ! Des montants considérables à rapporter au chiffre d'affaires de 2019, 574 M€. Pour autant, le dirigeant entrevoit de belles perspectives. Depuis le changement de paradigme de Jules, *« il y a eu un vrai bond de notoriété, on le voit dans les chiffres »*, dit-il.

Depuis mai dernier, Franck Poillon observe une reprise dynamique et plus favorable que prévu avec un panier moyen en hausse (+50€).

De quoi conforter les projets à court terme du dirigeant : l'ouverture d'une trentaine de boutiques en Hexagone et d'une quarantaine à l'international d'ici 2023. *« En France, nous renforcerons essentiellement notre présence en Île-de-France et les 11 autres pays dans lesquels nous sommes déjà implantés, avant d'attaquer de nouveaux marchés »*, précise Franck Poillon.

Depuis le plan de sauvegarde de l'emploi en 2018, et la fermeture de 88 boutiques, Jules et Brice ont fusionné. Le nouveau Jules, c'est 600 magasins dans le monde avec 3 000 collaborateurs, dont 300 au siège **J.K.**

## Plus que quelques semaines pour le « Denim center »

**Annoncée en mars 2019, l'usine de jeans commune aux marques de FashionCube (Jules, Pimkie, Grain de Malice, RougeGorge, Orsay, Bizzbee, toutes communes à l'AFM) devient une réalité. Ce « Denim center » semi-automatisé rentrera en service d'ici fin 2021 à Neuville-en-Ferrain. L'usine produira la première année 100 000 pièces et projette d'en fabriquer 400 000 par an dès 2024. Elle emploiera une centaine de salariés à terme.**

# L'Ascenseur Confection tisse ses engagements à travers *Collection 1920*

***Merville.*** Le fabricant de vêtements professionnels, tout juste centenaire, dévoile une nouvelle gamme made in France au bilan carbone amélioré.

C'est la preuve qu'une vieille dame est capable d'innover. Même dans un secteur qui s'étiole depuis des décennies, le textile. A l'occasion de ses 100 ans - qu'elle devait fêter en 2020-, l'entreprise créatrice de vêtements professionnels et d'image de marque L'Ascenseur Confection lance Collection 1920.

Une gamme de vêtements de travail adaptée à tous corps de métiers, aux différentes morphologies hommes / femmes , et commercialisée... en valeur carbone. Autrement dit, un lot de 100 pantalons Collection 1920 fabriqué à Merville, siège de L'Ascenseur Confection, permet de diviser par 5 l'empreinte carbone par rapport à une fabrication en Tunisie. Et par 7 versus une fabrication en Asie. Un élément *« important et unique en France »*, appuie Pascal Laise, le dirigeant. Sa nouvelle gamme, labellisée Origine France Garantie, propose ainsi des vêtements au cycle de vie durable, responsable, conçus et fabriqués en circuit court. *« Elle s'inscrit pleinement dans notre engagement RSSEE, responsabilité sociale, sociétale, environnementale et économique »*.

Collection 1920 débute. L'étiquette affiche un tarif environ 40% plus cher qu'un vêtement produit en Asie. Peu importe, *« cette nouvelle gamme coûte moins cher pour la planète ! »*, note Pascal Laise, qui observe une marché demandeur de ce type d'offre. Sa société habille, parfois sur mesure, les salariés d'entreprises, de collectivités ou encore d'administrations - à l'instar de musées parisiens ou encore du Sénat. L'Ascenseur Confection conçoit également les uniformes des harmonies. *« Nous sommes d'ailleurs les seuls à le faire »*, indique le dirigeant. L'activité est essentiellement nationale. L'Ascenseur Confection (rachetée par Protecthoms en 2018) emploie 25 collaborateurs pour 2 M€ de chiffre d'affaires. Pascal Laise espère les 2,5 M€ de ventes grâce à Collection 1920 ■ **J.K.**

# Plats asiatiques : **SIAS** s'implante dans la Somme

***Roye.*** Possédant trois usines en Corée, SIAS en ouvre une quatrième dans la Somme, spécialisé dans les plats surgelés. A la clé, 11 M€ d'investissement et 85 emplois.

Du riz sauté à la sauce coréenne, japonaise, thaï ou chinoise. C'est le menu que prépare, à Roye, la société SIAS, qui a décidé d'y implanter son usine de plats préparés asiatiques. Dans un bâtiment de 3 000 m2, l'entreprise concoctera des plats surgelés à destination de la grande distribution ou des cantines. Au total, cette implantation représente un investissement de 11 M€, co-financés par l'Etat dans le cadre du plan de relance à hauteur de 800 K€, auxquels s'ajoutent les aides de la Région (560 K€) et du département de la Somme (240 K€). Selon le groupe, 85 emplois directs seront créés dès 2025 sur le site. *«Nous allons travailler avec des fournisseurs français pour nos approvisionnements. Nouvel arrivant au sein de l'industrie agroalimentaire française, SIAS souhaite faire découvrir aux consommateurs le goût authentique des recettes originales asiatiques, produites en France et avec des ingrédients de qualité »*, a expliqué dans un communiqué Patrick Hennion, directeur général de SIAS.

En réalité, il s'agit d'un retour aux sources pour le groupe, né en 1920 dans la Somme, et alors spécialisée dans la raffinerie de betteraves. Passée sous le pavillon Pernod Ricard, avant d'être cédée à un fonds d'investissement, la société se spécialise, en Corée, dans la production de sauces salées pour la restauration. Vingt ans après, le groupe cumule 70 M€ de chiffre d'affaires et emploie 270 personnes au sein de ses trois usines sud-coréennes. *« Depuis quarante ans, l'intérêt des Européens pour les différentes gastronomies asiatiques va croissant. Il nous est cependant apparu nécessaire de produire localement pour pouvoir vraiment toucher les consommateurs français »*, ajoute Patrick Hennion. La production de SIAS à Roye démarrera en novembre prochain ■ **G.R.**

# **Cerelia** monte en puissance sur son nouveau site

***Arras.*** Le major des pâtes à tarte s'apprête à ouvrir une plateforme logistique en novembre, prélude à son transfert complet d'ici fin 2022.

Cerelia accélère la cadence. L'entreprise spécialiste des pâtes à tarte prêtes à cuire a engagé le vaste chantier de son transfert de Liévin, où elle n'avait plus de capacités de développement, vers Arras, sur la zone d'activités Actiparc. Dès le 2 novembre, elle va mettre en service une plateforme logistique, activité qu'elle ne gérait pas jusque là, et qui générera 30 créations d'emplois. Suivront en juin 2022 le transfert de la production (250 à 300 emplois), accompagné d'une augmentation capacitaire, puis en septembre 2022 les activités tertiaires du siège de Cerelia, soit 75 postes. A horizon trois ans, la mise en place de ce nouveau site pourrait générer une centaine de nouveaux emplois, espère le directeur des opérations et de la logistique de Cerelia, Cédric Marchipont. Cerelia bénéficie d'un courant très porteur depuis longtemps et encore renforcé pendant la crise sanitaire, les Français ayant largement choisi d'améliorer la cuisine à la maison.

Le niveau de ventes de Cerelia a atteint 630 M€ l'an dernier. La crise n'a pas entravé la bonne marche du projet. *« On est dans le respect du planning »*, note le représentant du groupe.

Cerelia a au contraire renforcé encore son niveau d'investissement, porté de 50 à 60 M€.

Ce projet vient enrichir une dynamique économique forte sur l'agglomération d'Arras. Actuellement, la communauté urbaine compte 21 chantiers d'implantation, porteurs de plus de 1200 emplois et de 866 M€ d'investissements, et suit 15 prospects. A telle enseigne que la collectivité prépare l'extension de sa zone d'activité Actiparc sur 150 hectares supplémentaires et sa zone Est sur 40 hectares. Des projets envisagés à horizon 2024 pour le premier, 2026 pour le second ■ **O.D.**

# Harmonie Mutuelle, plus que jamais aux côtés des entreprises

**Aujourd'hui plus que jamais, avec les impacts de la crise sanitaire, les entreprises jouent un rôle essentiel dans la lutte contre les nouvelles fragilités dans les territoires et dans les parcours de travail et de vie. C'est pourquoi Harmonie Mutuelle s'engage toujours plus fortement à leurs côtés, pour agir ensemble dans l'intérêt collectif et les accompagner dans la protection et le développement de leur potentiel humain.**

*« Cette année, Harmonie Mutuelle, première mutuelle de France, a choisi de devenir Entreprise Mutualiste à Mission, et de faire évoluer son organisation pour renforcer son ancrage territorial. Deux formidables opportunités d'accentuer notre impact positif dans les Hauts-de-France, d'agir de concert avec d'autres acteurs – publics, économiques, associatifs… – tout aussi engagés que nous sur les sujets sociaux, sociétaux, environnementaux, et de construire ensemble des réponses aux grands enjeux actuels. »*
Véronique Poly, Directrice Région Hauts-de-France, Harmonie Mutuelle

## PROTÉGER VOS COLLABORATEURS, PREMIER NIVEAU DE BIEN-ÊTRE

Pour une entreprise, s'assurer que ses salariés et dirigeants se sentent en sécurité, protégés, sereins est une première étape fondamentale vers leur bien-être. Et la plus simple ! La complémentaire santé, métier cœur d'Harmonie Mutuelle, permet ainsi aux salariés et à leur famille de ne pas renoncer à des soins pour des questions de budget et de bénéficier de services complémentaires (actions prévention santé, assistance…). Pour aller plus loin, l'entreprise peut mettre en place des solutions de prévoyance afin de couvrir ses salariés en cas d'arrêt de travail, d'invalidité, d'accident du quotidien, de dépendance ou de décès. Au-delà du domaine de la protection, l'entreprise peut ouvrir d'autres horizons à ses collaborateurs. L'épargne-retraite va dans ce sens. Parce qu'elle associe les salariés à sa réussite économique, elle constitue un outil efficace de motivation et de fidélisation. Cette solution est un véritable atout pour attirer des talents, tout en offrant de nombreux avantages financiers, sociaux et fiscaux.

## RENFORCER LE POTENTIEL HUMAIN, LEVIER DE PERFORMANCE

Pour s'adapter aux besoins évolutifs de leurs clients et rester compétitives, les entreprises sont contraintes de se transformer rapidement, et parfois de manière importante. Cela génère des tensions à tous les niveaux, avec des conséquences directes sur les personnes et la performance sociale et économique. Entrepreneur du mieux vivre, résolument engagé pour la qualité de vie au travail (QVT), Harmonie Mutuelle propose aux entreprises son expertise en santé et prévention, sur les risques psychosociaux, l'employabilité et la gestion du capital santé. Elle a notamment déployé la solution « Harmonie Potentiel Humain™ », un diagnostic scientifique complet et concret pour mesurer et maximiser l'énergie des salariés. Cet outil innovant intègre un large éventail de solutions pour aider les entreprises à conjuguer performance sociale et économique, parmi lesquelles le programme « La santé gagne l'entreprise » ou sa démarche en faveur de la santé des dirigeants.

## CONSTRUIRE L'ENTREPRISE ET LA SOCIÉTÉ DE DEMAIN

Parce qu'Harmonie Mutuelle entend agir à un niveau plus global, au-delà de l'entreprise elle-même, elle est devenue Entreprise Mutualiste à Mission le 6 juillet 2021. Sa raison d'être – « Agir sur les facteurs sociaux, environnementaux et économiques qui améliorent la santé des personnes autant que celle de la société en mobilisant la force des collectifs » – couvre de nombreux domaines d'intervention liés aux entreprises, comme le milieu ou les conditions de travail. Construire la société de demain, c'est aussi imaginer le futur de l'entreprise. Harmonie Mutuelle met ainsi en place sur tous ses territoires des Lab' Entreprises pour permettre aux chefs d'entreprise et aux entrepreneurs d'échanger, de témoigner et de partager avec leurs pairs et des experts des solutions innovantes, solidaires et collectives. Enfin, construire demain, c'est semer les graines dès aujourd'hui. C'est pourquoi Harmonie Mutuelle est engagée dans des fonds de soutien aux entreprises, à l'image du Fonds « Harmonie Mutuelle Emplois France », créé en 2020 pour accompagner durablement les entreprises cotées ou non (TPE, PME et ETI) dans la création et la sauvegarde des emplois dans les territoires.

**Construire la société de demain, c'est aussi imaginer le futur de l'entreprise.**

Harmonie mutuelle
GROUPE VYV
AVANÇONS collectif

MUTUALITÉ FRANÇAISE
Mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité – n° SIREN 538 518 473 – n° LEI 969500J1NZH8DCAT1K67. Crédit photo : Getty Images

> *Arts de la table*

# **Seb** livre 500 emplois dans le bassin minier

***Bully-les-Mines.*** Le géant mondial de l'électroménager va implanter un centre européen de 10 ha couverts sur le parc de l'Alouette. Ouverture prévue en 2023.

Le numéro un mondial du petit électroménager, le français Seb, pose ses valises dans notre région. Et quelles valises ! Le groupe familial a signé le 20 septembre l'acquisition d'un entrepôt à construire de 100 000 m2 sur le parc d'activités de l'Alouette à Bully-les-Mines. Objectif : y réaliser un centre de distribution européen, à destination des marchés de l'Europe de l'ouest et de l'export. Seb souhaitait l'implanter dans un barycentre de 100 km autour de Lille.

L'investissement pour cette plateforme de très grande taille atteint 85 M€, dont 20 M€ pour l'immobilier intérieur. Selon Territoires Soixante-deux, la société d'économie mixte en charge de l'aménagement et la commercialisation du parc d'activité, le bâtiment doit être livrer au dernier trimestre 2022 pour une prise des locaux au troisième trimestre 2023.

Pour piloter cette infrastructure, Seb annonce une perspective de 350 emplois en équivalent temps plein à l'ouverture, qui monterait à 500 salariés deux ans plus tard.

Cette implantation majeure conclut un long portage de l'opération par Primelog. En 2016, ce dernier s'intéresse au territoire de Lens-Liévin avec ce projet d'extension du parc de l'Alouette sur 80 hectares. *« Il s'est positionné sur 26 hectares d'un seul tenant, dans un contexte de raréfaction du foncier le long de l'A1 »*, décode Pauline Dewulf, directrice du développement économie chez Territoires Soixante-deux. Le promoteur a réalisé toutes les procédures, études, permis de construire, autorisation d'IPCE, et obtenu toutes les autorisations mi-2019.

De nombreuses candidatures s'étaient manifesté pour cette emprise à la croisée des autoroutes A21, A26 et A1, mais le confinement et la crise sanitaire ont tout compromis.

Primelog va désormais mener à bien la construction dans le cadre d'un contrat de promotion immobilière avec le constructeur GSE Group. Le territoire, qui visait les 1000 emplois avec cette extension du parc de l'Alouette, estime ainsi que son objectif sera atteint avec ce projet majeur, compte tenu des implantations déjà réalisées ou en cours, parmi lesquels La Poste, Iveco, une société de contrôle technique ou un industriel encore tenu secret qui doit démarrer son site en 2022

**François Prillieux**

# Arc : bis repetita...

***Arques.*** Rien ne va plus -une fois de plus- chez le géant verrier. Une désorganisation logistique et en conditionnement crée une impasse de trésorerie de plus de 20 M€.

En région, l'incroyable feuilleton Ascoval a trouvé son épilogue avec le rachat par l'allemand Saarstahl, à la grande satisfaction de la ministre de l'industrie Agnès Pannier-Runacher venue sur place à la mi-septembre. L'autre feuilleton, celui du retournement d'Arc, semblait quant à lui achevé en avril 2020. Un accord avec l'Etat avait permis à l'entreprise, soigneusement évitée par les banques, d'obtenir un prêt de 31 M€, sorte de substitut à un PGE, portant le total de créances de l'Etat sur Arc à 100 M€. De quoi remettre en principe l'entreprise sur les rails une bonne fois. Du reste, la direction évoquait en début d'année une très belle reprise et des perspectives flatteuses, tandis que le reste du groupe affiche de belles performances aux Emirats, aux Etats-Unis comme en Chine. Et pourtant la même ministre se voit aujourd'hui sollicitée à nouveau, à sa grande stupéfaction, pour sortir l'entreprise d'une nouvelle impasse de trésorerie de plus de 20 M€. Une paille ! Que s'est-il passé ? Deux très gros ratés pendant l'été, l'un sur le déploiement d'un nouvel ERP pour la gestion logistique, l'autre sur l'externalisation du cartonnage. Avec des arrêts de ligne, des retards de livraison, des pénalités, et l'obligation de recruter un gros volant d'intérimaires...

Le tout sur fond de forte augmentation des coûts des matières premières dont il faudra reporter l'impact sur les prix de vente. Résultat, les comptes virent à nouveau au rouge et placent encore l'entreprise en situation tendue pour les échéances de trésorerie de fin d'année. Le directeur général Tristan Borne a été remercié, ainsi que le directeur des opérations Europe, le pdg américain Nicholas Hodler reprenant directement les rênes. *« Le directeur général a servi de fusible »*, analyse Frédéric Specque, représentant de la CGT, pour qui les deux projets, logiciels comme conditionnement, restent bons sur le principe. *« La crise que nous vivons est conjoncturelle mais pas structurelle »*, estime-t-il. Bercy a missionné un audit pour évaluer la situation, estimant que la reprise en main directe par l'actionnaire serait un élément de la discussion. Xavier Bertrand a de son côté fait savoir qu'il ne laisserait pas tomber l'entreprise mais que c'est d'abord à elle de trouver des partenaires privés.

Le feuilleton n'est pas encore terminé

**Olivier Ducuing**

# Incontournable.
# Faites comme les décideurs des Hauts-de-France, lisez Éco121 !

- **Un journal 100 % régional**
- **Chaque mois, l'essentiel de l'info économique**
- **Un regard différent**
- **Moins de zapping, plus de sens**

Abonnez-vous en ligne
sur www.eco121.fr !

1 AN 64,90€

INFOS 03 55 33 21 05

**Éco121** **BULLETIN D'ABONNEMENT**

Ecopresse - Parc Rivéo - 300 rue de Lille - 59520 Marquette-lez-Lille

**OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :**

❒ **1 an** (10 n°) au prix de **64,90€**

❒ **2 ans** (20 n°) au prix de **94,90€**

**Abonnement multiple** : nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

Règlement

❒ **Par chèque** : à l'ordre d'Ecopresse

❒ **Par virement** : Banque Caisse d'Epargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

NOM PRENOM

SOCIÉTÉ / ORGANISATION

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE TÉL.

E-MAIL

> *Agroalimentaire*

# Sofipêche et Audrey Moitry relancent **Appéti Marine**

***Dunkerque.*** In extremis, le producteur de plats à base de saumon, en grande difficulté, est cédé par le groupe norvégien Mowi au groupe familial Sofipêche associé à l'ex DG de La Charlotte.

« *On a le potentiel pour doubler voire tripler* ». Audrey Moitry est la nouvelle dirigeante d'Appéti Marine à Dunkerque, rachetée à son propriétaire norvégien Mowi (ex Harvest Marine). L'entreprise était en difficultés lourdes depuis des années, accumulant chute de chiffre d'affaires et pertes. L'an dernier, l'entreprise n'a traité que 550 tonnes de saumon, sa spécialité, pour un chiffre d'affaires tombé à moins de 10 M€, soit moitié moins qu'en 2016, avec 59 salariés. Mowi souhaitait se désengager et c'est donc finalement un binôme qui reprend les rênes aujourd'hui : le groupe boulonnais Sofipeche, contrôlé par la famille Wattez (140 salariés, 50 M€ de chiffre d'affaires dans l'armement, le mareyage, les produits de la mer), à 75%, associé à Audrey Moitry à 25%. La jeune quadra, originaire de Brest, ingénieure agro de formation, a dirigé plusieurs entreprises agroalimentaires dont une unité de Pasquier et La Charlotte, avant de sauter le pas aujourd'hui de l'entrepreneuriat.

La feuille de route est assez simple : il faut monter en charge rapidement pour retrouver la rentabilité. Les synergies avec le groupe vont y aider, notamment en ressource de pêche, pour se diversifier hors du saumon. La dirigeante veut aussi renouveler les produits, ce qu'elle compte opérer avec des chefs cuisiniers. Autre piste importante, l'international, qui représente déjà 25% des ventes mais pourrait monter en régime. Prudente, Audrey Moitry table sur une croissance de 3 M€ en trois ans, également répartis entre l'export, la restauration hors foyer et la grande distribution, son canal central de ventes aujourd'hui.

*« D'ici un an, on devrait avoir bien avancé, même si on ne sera probablement pas encore à l'équilibre, que je vise avec certitude sous deux ans »*, nous indique-t-elle.

L'appartenance à un très grand du poisson n'a pas porté chance à Appéti Marine. Les nouveaux actionnaires entendent bien rétablir une logique de Pme et retrouver l'ADN de cette entreprise créée en 1993. Signe fort de cette stratégie, Jean-Pierre Six, fondateur de la société, revient siéger au conseil d'administration ■ **O.D.**

IMT Nord Europe
IMT Lille Douai devient
IMT Nord Europe
MOUHAMADOU,
ENSEIGNANT
CHERCHEUR
IMT NORD EUROPE
"Je travaille sur des écomatériaux
innovants pour des constructions
plus durables demain."
#IMTomorrow
#IMTNordEurope
www.imt-nord-europe.fr

JUSTINE
4 sessions de networking
1 rencontre décalée avec une entreprise
de l'énergie
3 nouvelles offres lancées
conjointement
WORLD FORUM FOR A
RESPONSIBLE ECONOMY
22/23/24
novembre 2021
à Lille et en ligne sur :
WWW.WORLDFORUM2021.COM
#WFRE21
ARE
WE
NEXT?

# **WYZ Group** lève 21 M€ pour accélérer en Europe

***Compiègne.*** Le spécialiste des solutions digitales pour l'industrie automobile renforce son capital avec l'objectif de devenir un leader européen de son secteur.

WYZ Group, le concepteur de plateformes digitales pour l'industrie automobile, va accélérer à l'international.
L'entreprise, créée en 2009 par Pierre Guirard à Compiègne, a bouclé courant juillet un tour de table de 21 M€, associant Bpifrance, via le Fonds Avenir Automobile 2, BNP Paribas Développement, ainsi que le fonds Generis Capital Partners, déjà actionnaire historique de l'entreprise. L'opération vise à soutenir sa forte expansion, liée à une digitalisation croissante du secteur automobile.
Présent en France et déjà en Espagne, au Portugal ou en Suède, WYZ Group a développé trois spécialités complémentaires : l'optimisation des approvisionnements en pneumatiques pour les réseaux d'après-vente, la gestion du poste pneumatique des flottes automobiles et enfin, la maintenance de plateformes web et l'exploitation de données pour les distributeurs automobiles. Soit un total de 60 M€ de chiffre d'affaires en 2020, seuil atteint grâce à une croissance moyenne de 30% par an depuis huit ans.
WYZ Group emploie à ce jour 50 salariés.

**Objectif : un tiers du CA à l'export**

*« Aujourd'hui, nous sommes présents dans cinq pays différents. C'est bien, mais pas assez. Pour nous imposer comme un acteur majeur en Europe, nous devons y accroître notre présence »*, affirme Pierre Guirard, Pdg de WYZ Group. Dans les prochains mois, l'entreprise développera donc ses activités en Allemagne, avant de s'attaquer au marché italien, puis aux pays de l'Est.
En moyenne, chacun de ces développements représente un investissement de 300 à 500 K€. *«A terme, notre objectif est de réaliser un tiers de notre activité à l'étranger, contre un peu plus de 10% aujourd'hui »*, annonce le dirigeant. En parallèle, WYZ Group entend aussi diversifier ses produits et services, par exemple dans le domaine des accessoires automobiles, des poids lourds ou de l'entretien auto ■

**Guillaume Roussange**

# **Cartoucheclub.com** tombe dans le giron de l'allemand TonerParner

***Amiens.*** Roussellecom, connu via son site cartoucheclub.com, est acquis par le leader allemand des consommables d'impression.

La société Roussellecom, créée en 2007 par Olivier Rousselle et entrée depuis dans le top 5 des vendeurs Internet de fournitures d'impression, grâce à son site cartoucheclub.com, passe sous pavillon allemand. En l'occurrence celui de TonerParner, le leader européen du secteur, récemment acquis par le fonds européen Gilde Buy Out Parner. Avec cette opération, l'Allemand conclut *« sa première acquisition d'envergure dans le cadre de l'exécution de sa stratégie européenne d'expansion »*, selon Tanguy Mantelin, associé de la banque d'affaires Largillière Finance, qui a accompagné la cession. Roussellecom emploie une douzaine de personnes pour un chiffre d'affaires de 7,5 M€. En 2020, l'entreprise a bénéficié d'un *« effet Covid »* en enregistrant une croissance de 30%. Si la dynamique est quelque peu retombée depuis, + 5% en moyenne en 2021, sa stratégie de développement sur un marché dominé par des géants, tels que Canon ou Konica, semble fonctionner. *«TonerParner analyse actuellement le site d'Amiens, mais il est fort à parier qu'au vu de la stratégie du groupe, des investissements vont y être menés »*, confie Tanguy Mantelin ■ **G.R.**

# — Les news de la transition —

**Chaque année, l'ADEME soutient plusieurs centaines de projets en Hauts-de-France en faveur de la Transition écologique. Les aides engagées par l'ADEME dans les Hauts-de-France représentent en moyenne un montant annuel de l'ordre de 65 M€. L'équipe des Hauts-de-France accompagne tous les acteurs (collectivités, entreprises, particuliers) en leur proposant une ingénierie de financement de projets.**

## EN BREF

### Bledina met le lin au service de son lait

**A Steenvorde, Bledina (filiale de Danone) compte une importante unité de lait infantile. Le site est engagé dans un gros projet d'implantation d'une chaufferie de 7 MW de puissance à base de biomasse, au lieu du gaz actuel. L'objectif serait ainsi de substituer plus de 80% du gaz par de la biomasse provenant d'un rayon de 80 km autour de l'usine. Bledina compte exploiter les résidus de lin (anas), une ressource locale, pour produire la vapeur nécessaire.**

Investissement : 7,7 M€ (dont ADEME : 3,3 M€).

### L'Auberge des Tilleuls plus verte

**Ce bar-restaurant installé à Heilles, dans l'Oise, se lance dans un programme de réduction de son empreinte environnementale. L'établissement, qui est le seul commerce du village, passe en éclairage led, transforme ses équipements vers des machines moins énergivores. Il va aussi développer des circuits courts, mais aussi une production propre de légumes et d'herbes aromatiques.**

Investissement : 64,8 K€ (dont ADEME 26,1 K€)

### Touquet Savour optimise son conditionnement

**Le spécialiste en petit conditionnement de pommes de terre fraîches, basé à Essertaux (Somme) repense ses emballages. Objectif : passer du plastique vers du conditionnement carton et papier, recyclable et plus respectueux de l'environnement. Les nouveaux emballages comprendront 70% de fibre recyclée. Soit 37 tonnes de polymères évitées et une économie d'énergie de 60%.**

Investissement : 433 K€, dont ADEME 195 K€.

# **Sundis** veut passer à 50% de plastique recyclé

Ci dessus, la gamme Green bin – 100% fabriquée avec des MPR.

Sundis, à Sars & Rosières, est un fabricant d'articles de rangement en plastique, vendues en grandes surfaces dans toute l'Europe. En 2016, l'entreprise avait déjà conduit un premier programme baptisé Green Sundis pour doper son recours aux matières plastiques recyclées (MPR). Résultat : elle est montée de 15% à 31% de polymères recyclés. Sundis est cette fois lauréat d'un appel à projet de l'ADEME (Orplast 3), avec une ambition encore plus forte : il s'agit d'intégrer la moitié de matières recyclées dans ses produits, soit 1 700 tonnes supplémentaires par an. Mieux, le programme doit s'accompagner de la création de 15 emplois qui s'ajouteront à l'effectif actuel de 150 personnes. *« Nous ouvrons une nouvelle étape visant à standardiser l'utilisation des MPR dans notre production »*, explique Fabrice Guyot, Président de l'entreprise. Le défi technique est élevé : il passe par la catégorisation des matières recyclées injectées, qui implique un sourcing et un travail en amont avec les industriels pour identifier la bonne matière *« répétable »* en série. Autre nécessité : préserver la productivité du process, car les matières recyclées n'ont pas les mêmes caractéristiques techniques que les matières vierges. Le projet passe donc également par une adaptation des outils, la gestion des irrégularités de lots, et une maintenance renforcée, comme le contrôle sur les matières pour éliminer tout corps étranger. L'investissement inclut une machine laser de nettoyage des empreintes de moule, une modification des moules existants, un système de détection de métal dans les silos ou encore une machine de nettoyage des circuits de refroidissements. *« La réussite de ce projet réside en la volonté commune de l'entreprise, ses partenaires industriels et les établissements publics comme l'ADEME à aboutir. Cette transition modèlera le visage industriel futur de notre entreprise »*, anticipe Fabrice Guyot ■

*"Nous ouvrons une nouvelle étape visant à standardiser l'utilisation des MPR dans notre production"*

**Investissement total : 4, 05 M€**
**Aide de l'ADEME : 1,52 M€**

# Des plaques de plâtres moins énergivores

Le séchage des plaques de plâtre est une étape de la production très gourmande en énergie. A Auneuil, dans l'Oise, la société Etex qui fabrique ce produit va remplacer son séchoir par un nouvel équipement bien plus performant. De quoi réaliser 30 à 35 Gwh d'économie annuelle, soit un gain de quelque 6 000 tonnes de Co2. Ce projet permettra globalement à Etex de réduire de 10% ses émissions. En parallèle, l'opération s'accompagne de la création d'un écopôle avec d'autres acteurs locaux.

**Investissement : non dévoilé / Aide ADEME : 4,47 M€**

**Pour en savoir plus sur les aides de l'ADEME** https://agirpourlatransition.ademe.fr

> *Entreprises*

# **SGA** : l'archivage papier crée de l'emploi à Amiens

***Amiens.*** Le 4e acteur français de l'archivage dope son site picard. 20 emplois à la clé.

Non, la dématérialisation n'a pas eu la peau de l'archivage papier. La preuve : la Société Générale d'Archive (SGA), l'un des premiers acteurs français du secteur, compte booster son site d'Amiens, acquis il y a trois ans. 2 ha couverts où sont entreposés 450 km de linéaires de documents divers, appartenant à des entreprises privées comme publiques. C'est vers lui que sont dirigés 60% des flux entrants de SGA. Selon les prévisions du Pdg de l'entreprise familiale, dont le siège est à Paris, ce centre atteindra ses capacités maximales en 2025, au terme d'un investissement de quelque 9 M€. *« Une trentaine de personnes y seront employées. Cette progression est notamment liée au fait que notre entrepôt a été agréé par les archives de France, ce qui nous permet de stocker des documents administratifs, archives municipales ou actes notariés par exemple »*, détaille Thomas Huzar.

Malgré la diminution générale du papier, les stocks gérés par le groupe croissent de 6 à 7% par an, en grande partie grâce à la sphère publique. Administrations et collectivités ont fait leur calcul : conserver 3m2 seulement d'archives – la taille d'une double armoire – au prix du mètre carré parisien coûte environ 1,5 K€ par an, contre 50 à 70 euros en externalisant le service.

*"Beaucoup ont cru que le problème se résoudrait grâce au numérique. C'est à la fois une erreur sur le plan de la sécurité, mais aussi une gabegie écologique"*, souligne le PDG. La numérisation n'est pas en effet neutre sur le plan carbone. Scanner puis stocker un document *ad libitum*, c'est émettre 15 grammes de $CO_2$, tout en renvoyant la question du stockage long, voire de la sécurisation des échanges, aux bonnes grâces des propriétaires de serveurs. C'est pourquoi SGA défend mordicus l'archivage papier, certes gourmand en espace, mais *«totalement sécurisé sur longue période. Les dirigeants et responsables publics doivent s'interroger sur la nature de leurs archives et, a minima, choisir celles méritant une sauvegarde papier »*, plaide le dirigeant.

SGA, qui réalise une vingtaine de millions d'euros de chiffre d'affaires, compte 3 500 clients, dont près de la moitié du CAC 40. Pour étoffer son maillage, SGA vient d' acquérir à Bordeaux un entrepôt de 3 500 m2 portant son parc à une vingtaine de sites **G.R.**

# **Verbrugge** opère un transfert nickel-chrome

***Templemars.*** Le spécialiste en revêtement mécanique a quitté un local obsolète de Lille Sud pour une usine dernier cri. De quoi aller chercher 50% d'activité en plus.

« *Ça fait cinq ans qu'on est dessus, la nouvelle ligne tourne, c'est le bonheur maintenant ! »* Jean-Louis Verbrugge ne cache pas sa satisfaction. Le petit-fils du fondateur de l'entreprise de revêtement de pièces (chromage, nickelage, anodisation...) vient de finaliser un investissement de 6 M€ pour se doter d'une nouvelle usine à Templemars, labellisée French Fab et industrie du futur. L'enjeu était de taille pour cette entreprise classée, installée à Lille dans des locaux vieillissants et impossibles à étendre, à l'heure où la législation française est toujours plus stricte face aux enjeux environnementaux. Ainsi le chromage, réalisé jusque là à partir de chrome 6, jugé assez toxique, doit-il s'arrêter en 2024 au profit d'une substance plus neutre, le chrome 3. Une subtilité certes technique mais lourde de conséquence. Beaucoup d'acteurs arrêtent ou ralentissent cette activité, mais Verbrugge a choisi d'investir, notamment en R & D, pour continuer à proposer ce revêtement. La société élargit en outre son panel de prestations, avec une multiplication des postes de nickelage, mais aussi du pré et du post-traitement. *« Et on laisse aussi des trous dans la ligne de production si nous avions besoin d'intégrer des process complémentaires »*, décrit Jean-Louis Verbrugge.

La nouvelle configuration du site va permettre à l'entreprise de traiter des grandes séries, ce qui lui ouvre grandes les portes de l'industrie automobile, spécialement le véhicule électrique. Le dirigeant mise sur une augmentation de 50% de l'activité sous trois ans, permettant de porter le chiffre d'affaires de 4 à 6 M€. L'effectif pourrait quant à lui passer de 42 salariés (tous ont suivi le transfert à Templemars) à une cinquantaine.

Le site lillois est quant à lui en cours de cession à l'Etat, en vue d'une transformation résidentielle
**Olivier Ducuing**

Entrepreneurs, les élections dans votre CCI,
c'est du **27 octobre au 9 novembre.**
**Votez sur jevote.cci.fr**

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE**

1er ACCÉLÉRATEUR DES ENTREPRISES

# Proche.

Éco121 est le magazine de l'info éco des Hauts-de-France et de ses acteurs. Un journal 100 % régional au contenu 100 % régional.

Abonnez-vous en ligne sur www.eco121.fr

64,90€ PAR AN

**Éco121**

**Le magazine des décideurs économiques des Hauts-de-France**

En kiosque : 6,90 €

# La RSE made by Duriez Agencement

Renommée en France pour sa production de mobiliers agencés sur mesure haut de gamme, Duriez Agencement met aujourd'hui le même soin à privilégier un développement durable qu'à sublimer le bois dans ses créations. Entretien avec son président, Pierre-Yves Duriez.

**Pierre-Yves Duriez**
*«Nous avons depuis toujours l'amour du métier et la passion du travail bien fait. S'y ajoute aujourd'hui une volonté de développement durable»*

**Avec votre frère, vous avez fait de Duriez Agencement l'un des plus grands agenceurs français : pouvez-vous nous retracer les principales étapes de cette success story ?**
L'entreprise a été créée en 1960 dans les faubourgs de Lille par mon père ébéniste. Il a démarré son activité en réalisant les agencements sur mesure des commerces locaux, boulangeries, boucheries, pharmacies... Mon frère et moi avons pris sa succession il y a 30 ans. Aujourd'hui, le montant de notre chiffre d'affaires annuel est similaire à celui de l'époque, 14 millions, mais les francs sont devenus des euros ! Nous employons une centaine de personnes et venons de déménager sur un nouveau site où nous avons doublé la surface de nos ateliers, passant de 5 600 à 12 000 m2. Nous sommes désormais positionnés sur le marché de l'agencement haut de gamme. On trouve parmi nos clients une grande majorité d'entreprises du secteur tertiaire, dont beaucoup figurent au CAC 40. Nous réalisons 70 % de notre CA en région parisienne, où nos équipes sont par exemple intervenues dans des hôtels prestigieux, des sièges sociaux de groupes d'envergure internationale et des boutiques ou bureaux de marques de luxe comme Dior, Guerlain ou Rolex. Mais nous comptons aussi dans notre clientèle des particuliers fortunés et réalisons assez régulièrement des missions à l'étranger, principalement en Europe.

**À quoi votre entreprise doit-elle sa réussite ?**
Nous veillons à développer l'entreprise en conservant ses valeurs fondatrices : l'amour du métier et la passion du travail bien fait. Les entrepreneurs de la famille ont tous un point commun : ce sont d'abord des techniciens pour lesquels le savoir-faire et les gestes métiers sont primordiaux. Nous avons équipé nos ateliers de production pour être capables de mener à bien les chantiers d'envergure et nous sommes dotés d'un des parcs machines les plus importants du secteur. Mais ces moyens viennent en soutien de la main de l'homme et sont au service d'une ambition : offrir à nos clients un agencement fabriqué en France d'une qualité irréprochable. La recherche d'excellence est le maître mot de notre entreprise depuis toujours, et elle est indispensable pour satisfaire notre clientèle actuelle, qui est en droit d'exiger le meilleur.

**Comment se traduit votre recherche d'excellence ?**
Elle passe par une complète maitrise de notre processus de fabrication, depuis l'exécution des plans jusqu'à la pose du mobilier. Nous disposons de notre propre bureau d'étude et dans nos ateliers, on trouve un panel de tous les métiers du bois, des plus traditionnels – par exemple le compagnon menuisier-ébéniste – aux plus innovants comme l'opérateur sur machines à commandes numériques. J'ajoute que pour perpétuer, de génération en génération, notre signature « Made by Duriez Agencement », nous attachons beaucoup d'importance à la formation de nos jeunes apprentis par nos anciens, qui leur transmettent nos techniques artisanales et nos procédés industriels.

**Quelle place tient la RSE dans votre stratégie ?**
Comme tous les citoyens, nous avons conscience de la nécessité de lutter contre le dérèglement climatique et de sauvegarder la biodiversité. Et en tant qu'entrepreneurs, nous voyons à quel point la RSE pèse de plus en plus dans l'attribution de nos marchés. Nous en avons donc fait une de nos priorités. Dans nos ateliers, par exemple, nous utilisons du bois certifié PEFC, qui garantit un approvisionnement responsable, et privilégions les vernis et laques hydro. Par ailleurs, nous venons de déménager à Templeuve-en-Pévèle sur un site conçu pour renforcer le bien-être de nos salariés et préserver l'environnement. Concrètement, nous y avons par exemple ouvert une salle de sport et des espaces détente dédiés exclusivement à nos salariés. Nous avons également divisé par quatre nos émissions carbone grâce à l'installation de 1 450 m2 de panneaux solaires qui fournissent 25 % de notre électricité et à une chaudière biomasse alimentée par nos propres copeaux de bois. Le site est en outre équipé de 20 bornes de recharge de véhicules électriques et nous avons réalisé un projet paysager sur l'ensemble de la parcelle. Plus de 400 arbres ont été plantés afin d'intégrer au mieux notre bâtiment. Une zone de maraîchage d'un hectare permet d'offrir des paniers de légumes à nos salariés. Des ilots ont été aménagés dans les bassins de récupération d'eau de pluie pour accueillir les oiseaux migrateurs dans le but d'obtenir la certification de site par la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO). En matière de développement durable aussi, nous visons l'excellence ■

Pascaline De Ruyver
CONSULTANTE – DIRECTRICE QUINTESENS PARIS

# Comparaison et Culpabilité, je vous quitte !

Avez-vous déjà réussi à éliminer ces vilaines petites voix qui, face à une situation, vous envoient les ondes négatives de la COMPARAISON et de la CULPABILITE ? En ce qui me concerne, j'ai pris conscience de ces deux faux-amis qui m'accompagnent partout depuis bien longtemps. Et maintenant, j'ai décidé de les éliminer ! Pas de quartier pour ces mécanismes émotionnels qui décidément ne m'apportent pas grand chose de bon !

LA COMPARAISON est naturelle chez l'Homme mais elle est un piège si elle ne déclenche pas l'action et l'envie d'évoluer. En effet, bien souvent lorsque je me compare, je me sens inférieure et donc je rumine… je bloque ! Mon estime personnelle est touchée, je me dévalorise et je peux développer des émotions négatives envers moi et les autres telles que la jalousie ou la colère.

Bref, le processus est imparable, continuel et m'empêche d'avancer. Or, chacun est différent et il n'y a pas de modèle valable universellement. Quelle est la norme alors ? Si je continue à me comparer, je ne serai jamais satisfaite car je trouverai toujours mieux que moi, plus performant, plus beau, plus sympa, plus audacieux, plus ambitieux. C'est absurde ! Et comme dans le mythe de Sisyphe, c'est sans fin !

*"La clé est d'accepter de se détacher du regard de l'Autre "*

La clé, me semble-t-il est d'accepter de se détacher du regard de l'Autre et de se fixer sa propre norme, ses propres objectifs, à sa mesure et… oublier le souhait de perfection puisque celle-ci n'existe pas et est donc, par définition, inatteignable.

LA CULPABILITE est également très perfide. Se sentir coupable, c'est se croire fautif. Culpabiliser pour une chose que l'on aurait pu consciemment éviter, pourquoi pas ! Mais culpabiliser pour quelque chose que l'on ne peut pas contrôler ou intervenue dans un contexte imprévu, inconnu, incontrôlable, voire du ressort d'un autre, alors là, NON !

En effet, qu'est-ce que ça m'apporte de me sentir coupable ? Si cela m'invite (comme la comparaison) à me dépasser et progresser, alors pourquoi pas ! Mais franchement, en toute transparence, je ne suis pas certaine que la culpabilité m'amène souvent à cette option. Au contraire, elle entraîne plutôt chez moi la baisse de mon estime personnelle (je me sens nulle et je m'en veux) et bloque mon énergie… Pas facile ensuite d'avancer ! C'est le hamster dans la roue qui se met en mouvement, en boucle, imperturbable et sans répit.

Bref, deux ressentis différents pour une même conséquence désagréable et inhibante… Et si je les abandonnais ? Plus facile à dire qu'à faire mais je m'engage à le tenter ! Et vous ?

Sophie Eloy
et Laurent Chetcuti
ASSOCIÉ ET SUPERVISEUR, KPMG AVOCATS

# Facturation et transmission de données électroniques, anticipez !

La lutte contre la fraude à la TVA est au cœur des préoccupations de l'Union européenne, la mise en place de la facturation électronique en est une nouvelle illustration. L'objectif étant de permettre à l'administration fiscale de vérifier l'émission effective par les entreprises des factures à l'origine du crédit de TVA et payées par les clients. Dans ce contexte, la loi de finances pour 2020 a introduit l'obligation de dématérialiser les factures (e-invoicing) et celle de transmettre les données à l'administration fiscale (e-reporting). Cela permettra de procéder à une surveillance accrue et une meilleure détection en temps réel des cas de fraude à la TVA en France.

**Périmètres d'application**

Le périmètre d'e-invoicing concerne les opérations BtoB. Les transactions réalisées avec des particuliers ou des opérateurs étrangers seront en principe hors du champ d'application de cette obligation.

*"Dès 2026, les factures papier ne seront plus autorisées pour toutes les transactions BtoB et BtoG"*

Le périmètre de l'e-reporting, plus large, porte notamment sur les données :

- des transactions BtoB réalisées avec des sociétés établies en-dehors de France ;
- des transactions BtoC réalisées en France ;
- des opérations de ventes à distance en France et dans l'UE ;
- les ventes de biens et services à des particuliers situés en dehors de l'UE ;
- relatives au statut du paiement des factures permettant à l'administration de déterminer l'exigibilité et la déductibilité de la TVA sur les prestations de services.

La collecte de l'ensemble de ces données permettrait à l'administration fiscale de procéder au pré-remplissage des déclarations de TVA.

**Une mise en place progressive**

La LF 2021 prévoit dès 2023 l'obligation de réception des factures électroniques pour toutes les entreprises, et entre 2023 et 2025, l'obligation d'émission des factures électroniques (2023 pour les grandes entreprises, 2024 pour les ETI, 2025 pour les PME et TPE). Des formats structurés et de nouvelles mentions devraient apparaître sur les factures.

Dès 2026, les factures papier ne seront plus autorisées pour toutes les transactions BtoB et BtoG (Business to Government). Les modalités de mise en place de ces obligations devraient être précisées par ordonnance avant octobre.

Dès à présent, une revue des paramètres et de la qualité des données semble indispensable avant la mise en place de la réforme. Nous recommandons aux entreprises de se préparer à envoyer leurs données automatiquement, sans délai, à l'administration fiscale.

# AUJOURD'HUI, ÉPARGNER
# DEMAIN,
# TRANSMETTRE SON PATRIMOINE

De l'épargne au placement immobilier, de la structuration de votre patrimoine à sa fiscalité, nos conseillers et experts vous accompagnent durablement dans votre projet.

Crédit du Nord PLUS LOIN, AVEC VOUS

Crédit du Nord – S.A. au capital de EUR 890 263 248 – Siège Social : 28, place Rihour - 59000 Lille
Siège central : 59, boulevard Haussmann - 75008 Paris - RCS Lille 456 504 851 - Crédit photo : GettyImages.

Alexandre Ghesquières
AVOCAT ASSOCIÉ BIGNON LEBRAY

# Vers la fin des management packages

Dans certaines opérations d'envergure, les investisseurs intéressent les dirigeants et les salariés de la cible à sa réussite. Plusieurs mécanismes incitatifs - actions de préférence prévoyant notamment un partage de plus-value, bons de souscription d'actions (BSA), etc - sont alors mis en place au travers de management packages.

La question du traitement fiscal de ces management packages a toujours été un sujet délicat en raison des critères appliqués par les juges (risque capitalistique et modicité de l'investissement) pour déterminer si les gains doivent être imposés, non pas comme des traitements et salaires, mais comme des plus-values de cession de valeurs mobilières (régime bien évidemment plus avantageux).

C'est dans ce contexte que la formation plénière du Conseil d'Etat a rendu, le 13 juillet dernier, trois décisions qui précisent les jurisprudences antérieures tout en ajoutant un nouveau critère fondamental : l'avantage consenti trouve-t-il son origine dans l'exercice par l'intéressé de ses fonctions de dirigeant ou de salarié ?

*"Les mécanismes d'actionnariat salarié ne souffrent d'aucun risque de requalification"*

Désormais, le Conseil d'Etat distingue trois gains imposables en traitements et salaires à trois époques :

- le gain d'acquisition de l'option ou du BSA (la différence entre leur valeur réelle et le prix payé), imposé l'année d'acquisition,
- le gain de levée ou d'exercice (la différence entre la valeur réelle des titres obtenus et le prix payé augmenté du gain d'acquisition s'il a déjà été imposé), imposé l'année de levée ou d'exercice, et
- le gain de cession imposé l'année de cession.

Ainsi, plus le lien entre l'exercice des fonctions de dirigeant ou salarié et l'obtention du gain est étroit (augmentation de la part de plus-value reçue avec l'atteinte d'objectifs, présence de clause de leaver, ou condition de présence dans les effectifs), plus le risque de requalification du gain en traitements et salaires est important.

Les contours de ces conditions devront être précisés par les Cours d'appel de renvoi. Dans cette attente, les praticiens devront faire preuve d'encore plus de prudence en utilisant ces mécanismes, certes avantageux, mais pour lesquels le régime d'imposition reste incertain. Rappelons que les mécanismes d'actionnariat salarié (actions gratuites, stock-options ou BSPCE) prévus par la loi ne souffrent d'aucun risque de requalification, sous réserve du respect des conditions légales.

Bruno Platel
AVOCAT ASSOCIÉ CAPSTAN AVOCATS

# Rupture conventionnelle et transaction : chronique d'actualité

Le développement des modes amiables de rupture du contrat de travail conduit à un recours croissant à la rupture conventionnelle du contrat de travail, dont le nombre dépasse aujourd'hui le nombre de licenciements pour motif personnel. De même, la réticence du salarié à envisager une action judiciaire longue et aléatoire consécutivement à son licenciement conduit le salarié mais aussi l'entreprise à privilégier le recours à la transaction.

Le recours à la rupture conventionnelle et à la transaction dans un cadre sécurisé méritent cependant une attention particulière, ainsi que peuvent l'illustrer trois décisions rendues par la Cour de Cassation et le Conseil d'Etat.

Dans une affaire rendue par la Cour de Cassation le 16 juin dernier, la Haute Juridiction a rappelé le principe de la nullité de la transaction signée après une rupture conventionnelle dès lors que la transaction avait pour objet de régler un différend portant sur la rupture du contrat de travail. En d'autres termes, si la signature d'une transaction après une rupture conventionnelle n'est pas en soi exclue, sa validité est limitée aux hypothèses au titre desquelles la transaction règle un litige portant sur l'exécution du contrat de travail.

Au-delà de la nullité de la transaction, le Conseil d'Etat a estimé dans une décision du 21 juin 2021 que les sommes versées en application d'une transaction post-rupture conventionnelle sont soumises à l'impôt sur le revenu, l'article 80 duodecies du CGI ne pouvant permettre une exonération fiscale d'une indemnité transactionnelle que dans l'hypothèse d'une transaction signée après la notification du licenciement.

Enfin, on rappellera que la Cour de Cassation a récemment estimé dans une décision du 16 juin 2021 que le salarié ayant signé une transaction ne pouvait valablement engager une action indemnitaire contre son ex-employeur fondée sur le redressement fiscal dont il avait fait l'objet au titre des sommes versées. La portée de cette solution doit cependant être doublement relativisée. En effet, la transaction signée mentionnait expressément que le salarié ferait son affaire personnelle de l'imposition des sommes perçues et reconnaissait qu'il était intégralement rempli de ses droits et renonçait irrévocablement à toute action. Au-delà, les faits se rapportaient à une période antérieure à l'entrée en vigueur au prélèvement à la source, ce qui implique forcément l'entreprise dans la détermination du traitement fiscal de l'indemnité transactionnelle.

# À LOUER

SOREX IMMO

## LILLE EURASANTÉ

3500 m² de bureaux disponibles

## VILLENEUVE D'ASCQ (PILATERIE)

**Le Jardin d'Eau - Vos bureaux sur mesure**

21000 m² de terrain destinés à un programme de bureaux. Cette parcelle s'inscrit dans un ensemble immobilier existant de 12000 m² de bureaux (sièges KILOUTOU, SUEZ, Comité Régional du Tourisme et MOVITEX) et 800 m² de restaurants (REST'EAU, CARMEN, DUBBLE).

## PARC D'ACTIVITÉS NAPOLÉON à LILLE - HELLEMMES

2500 m² de bureaux à louer

Disponibilité immédiate

## HERLIES

380 m² de bureaux (divisibles) à louer

Disponibilité Avril 2022

Contacts :

Nicolas HERVIEU - SOREX - nhervieu@groupeird.fr - 03 59 31 20 07

Xavier BRABANT - SOREX - xbrabant@groupeird.fr - 03 59 30 20 55

groupeird.fr

# Impacte Capital veut redonner un avenir aux chaussures

***Marie Soudré-Richard, Guillaume Haffreingue et Hélène Guerret*** ont créé en mai Revival pour porter un projet industriel aux ambitions européennes dans l'économie circulaire de la chaussure. Décoiffant.

Le recyclage des chaussures est quasi inexistant en Europe. Tout reste à faire pour élaborer une filière rentable. C'est le pari de la jeune pousse des Hauts-de-France Impacte Capital, fondée en mai dernier. Mais ses dirigeants Marie Soudré-Richard, Guillaume Haffreingue et Hélène Guerret travaillent … d'arrache-pied sur leur projet « Revival » depuis déjà un an et demi. De leurs expériences respectives - principalement dans le retail -, ils tirent un constat criant : sur les 415 millions de paires de chaussures produites annuellement en France, la *« filière à responsabilité des producteurs »* ne récolte que 36% des chaussures usagées. Pire, 92% de ces chaussures collectées par les centres de tri sont incinérées ou exportées vers les pays en développement.

Les enjeux sont donc colossaux. L'ambition des fondateurs d'Impacte Capital l'est tout autant : ils veulent créer la première chaîne industrielle européenne de recyclage des chaussures invendues et/ou invendables. Un projet qui arrive à point nommé puisque la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (Agec) votée cette année interdit désormais la destruction des stocks invendus des marques et des distributeurs.

## Une solution (bientôt) brevetée

Impacte Capital propose sa solution de revalorisation soit en boucle ouverte (en collectant simplement les invendus), soit en boucle fermée (en proposant une collaboration aux marques et distributeurs, de la collecte jusqu'à l'éco-conception). La jeune pousse est capable de traiter tous les polymères et caoutchouc de l'industrie du footwear. *« L'idée est de transformer ces matières en une matière nouvelle, réutilisable. Et ainsi, à plus long terme, participer à la re-production française et européenne »*, indique Guillaume Haffreingue. Encore faut-il que les matières recyclées ressortent à un prix équivalent à celui des matières vierges.

Impacte Capital compte y arriver par la massification. La société confie les chaussures de ses partenaires - des négociations sont très avancées avec des grands noms, tenus secrets - à un atelier du Touquet, chargé de les désassembler. Les tiges textiles sont séparées des semelles grâce à un réacteur innovant, mis au point avec un acteur universitaire régional et un collège doctoral de Lille.

*« Nous utilisons une solution existante, le réacteur, et l'adaptons à notre problématique. La séparation des matières se fait de manière la plus vertueuse possible, sans utiliser de produits nocifs,* détaille Guillaume Haffreingue. *C'est là que réside l'innovation de notre procédé et nous comptons le breveter.»* Les semelles sont ensuite transportées dans un centre de broyage à Tournai, en Belgique.

## 2 600 tonnes de matière recyclée

Les fondateurs d'Impacte Capital, accompagnés par Bpi (FrenchTech) et l'Adème, espèrent disposer rapidement de leur propre site industriel en région - pas encore arrêté - qui accueillera les chaînes de tri et de broyage. Ce projet est accompagné par le logisticien Log's. De quoi accueillir une unité pilote pour traiter les premières tonnes : 150 à 200 tonnes de matières recyclées en 2022. Pour alimenter l'ensemble de sa phase semi-industrielle, la société recherche 1,5 M€ dont elle aurait déjà sécurisé un tiers.

L'an prochain, Impacte Capital prévoit de mailler le territoire régional puis national (avant d'attaquer l'Europe) à travers des points de collecte névralgiques. Les fondateurs ne communiquent pas sur le chiffre d'affaires espéré, mais visent l'équilibre dès 2023 avec 15 à 20 salariés. Et le recyclage de 3 250 tonnes de chaussures à horizon 2025, soit 2 600 tonnes de matière recyclée

**Julie Kiavué**

# **Orfey** mise sur la gestion des émotions par l'IA

*Athénaïs Oslati.*
Cette étudiante de l'UTC a mis au point un casque audio capable d'analyser, mais aussi de modifier les émotions d'un auditeur. Une technologie très prometteuse qui intéresse déjà des industriels internationaux.

Le Coronavirus a mis à rude épreuve l'état psychologique de 7 milliards de personnes. Stress face une maladie inconnue, angoisse du confinement, confrontation au deuil des proches… La crise sanitaire, c'est aussi une crise du moral. Avec son innovation, la start-up Orfey, espère rendre le monde plus résilient. Officiellement créée il y a deux mois, l'entreprise est en fait issue d'un long travail de recherche mené par sa fondatrice, Athénaïs Oslati, une étudiante de 24 ans, actuellement en dernière année d'ingénieur mécanique à l'Université Technologique de Compiègne. Son concept de départ est simple : changer l'état émotionnel d'une personne grâce à la musique, bien connue pour adoucir les mœurs. Pour cela, les équipes d'Orfey ont conçu un prototype de casque, doté dans les écouteurs, d'électrodes d'électroencéphalogramme.

L'activité cérébrale est ainsi mesurée, puis analysée grâce à l'intelligence artificielle afin de proposer au sujet de la musique adaptée à ses goûts, qui influera sur son état mental. *«Sa concentration, par exemple,* souligne Athénaïs Oslati. *Notre système intéresse déjà des majors de l'industrie à Singapour qui souhaitent développer des applications pour l'éducation »*, détaille-t-elle.

**Education, armée et big data**

Installée dans les locaux de l'incubateur Iterra à Compiègne, la start-up emploie déjà une dizaine de personnes, développeurs informatique, spécialistes de l'IA, designers et même avocat. *«Nous travaillons beaucoup à la protection de notre produit, qui intéresse déjà les grands fabricants de casques audios. C'est pourquoi, notre première action a été de le protéger par un brevet »*, explique la chef d'entreprise. Au-delà du marché de la santé mentale, Orfey vise les marchés de l'éducation, du militaire, et plus globalement du big data. *«Nous ajoutons la carte de l'émotion dans l'analyse du comportement des internautes par exemple. Cette technologie ouvre donc des perspectives inédites dans la gestion des données »*, insiste Athénaïs Oslati. Face à de tels enjeux, l'entreprise s'est dotée d'un conseil scientifique, mais aussi d'un conseil d'éthique.

Très prometteuse, l'entreprise a bénéficié d'un important soutien de l'écosystème région d'appui à l'innovation. Elle a notamment été la première à profiter d'un nouveau dispositif de la région, permettant d'apporter un financement égal à celui accordé par BpiFrance. Soit dans le cas d'Orfey, 45 K€ de la région qui se sont ajoutés aux 45 K€ d'aide accordés au titre de la Deeptech. Malheureusement, l'entreprise technologique a dû abandonner son projet d'industrialisation des casques, jugé trop risqué. Et se rabattre sur un modèle classique, mais sans doute plus dangereux, de vente de licence. Orfey prépare actuellement sa première levée de fonds d'environ 0,7 M€ auprès de différents fonds et de business angels, qui devrait aboutir l'année prochaine. Son objectif est de réaliser 1 à 2 M€ de chiffre d'affaires dès la première année du lancement commercial, en 2022 ■

**Guillaume Roussange**

# L'IMT devient Nord Europe pour s'ancrer à l'international

Pour cette rentrée, l'école d'ingénieurs s'offre une nouvelle identité. Au programme : poursuivre sa quête mondiale, attirer plus d'étudiants étrangers et accélérer sa mutation. Tour d'horizon.

L'Ecole des Mines en 1878. IMT Lille Douai en 2017. Et IMT Nord Europe depuis septembre dernier. L'école d'ingénieurs change à nouveau d'identité pour s'offrir une dimension mondiale, tout en revendiquant ses racines nordistes. *« C'est une décision mûrement réfléchie, et non prise autour d'une machine à café »*, lance la directrice de la transformation et du développement Isabelle Morvan. Un changement de nom voté à l'unanimité en conseil d'école en mars. Loin des craintes suscitées par l'appellation « IMT Lille Douai » après la fusion de l'Ecole des Mines et Télécom Lille. A l'époque, politiques locaux et anciens élèves craignaient de voir le campus de Villeneuve d'Ascq vampiriser celui de Douai.

Cette fois, d'après Isabelle Morvan, *« les membres du conseil, dont fait partie le maire de Douai Frédéric Chéreau, ont bien mesuré l'importance d'affirmer notre positionnement stratégique au cœur de l'Europe »*. La stratégie de mutation de l'établissement en dépend. Son directeur Alain Schmitt le confesse : *« La mention Lille Douai nous plaçait dans un costume trop étriqué par rapport à nos ambitions de croissance et de développement ». « A l'étranger, Nord Europe parle à tout le monde »*, sourit le directeur des relations internationales Emmanuel Dequeker.

## Renforcer ses positions

Outre les sites de Villeneuve d'Ascq et de Douai, IMT Nord Europe est aussi présent à Valenciennes, Dunkerque et Alençon. Sur la scène internationale, l'école est présente depuis plusieurs décennies à travers 36 accords de doubles diplômes et des partenariats avec 121 institutions étrangères. Dès cette année, elle en signera de nouveaux avec des universités tchèques, russes, norvégiennes ou encore suédoises.

De quoi offrir aux 2 000 étudiants *« l'expérience d'un monde globalisé et multiculturel, des opportunités dans le monde entier »*, dit Alain Schmitt. Tous effectuent déjà au minimum un semestre à l'international et 16% d'entre eux sont doubles diplômés en fin de cursus. L'école ambitionne également d'accueillir davantage d'élèves étrangers : 30% demain, contre 23% aujourd'hui.

*"A l'étranger, Nord Europe parle à tout le monde"*
***Emmanuel Dequeker***

## « Campus du futur »

Les infrastructures d'IMT Nord Europe changent elles aussi progressivement de dimension. Rénovation et modernisation ont rythmé ces 18 derniers mois. Les travaux doivent dès la fin 2022 *« hisser nos campus au niveau des standards internationaux les plus exigeants »*, confie Grégory Brassart, secrétaire général. L'an dernier, les salles de réunions et les amphis ont été repensés et équipés d'installations numériques. De nouveaux espaces de coworking ont vu le jour. Enfin, la résidence de la Maison des élèves (780 logements) a fait l'objet de nombreux agencements. L'école, qui dispose d'un budget annuel de 47 M€, a déjà investi plus de 3 M€. Elle s'attaquera prochainement aux espaces extérieurs pour *« remettre la nature au centre de l'école »*.

IMT Nord Europe a par ailleurs reçu 7 M€ dans le cadre du Plan de relance de l'Etat pour la rénovation énergétique de ses bâtiments. En ligne de mire : le remplacement ce mois-ci des trois chaudières au fioul qui alimentent 11 000 m2 de surface à Douai, au profit d'une géothermie sur nappe, l'arrivée d'une chaudière biomasse dès 2022, mais aussi des travaux d'isolation et de ventilation.

Objectif *in fine :* créer un « campus du futur » zéro carbone, faisant partie *« des campus les plus avant-gardistes de France et d'Europe »*, détaille Alain Schmitt ■ **J.K.**

TOYOTA TOYS MOTORS | Business

## NOUVELLE YARIS CROSS HYBRIDE

# PROFITEZ D'UN ESSAI EXCLUSIF RÉSERVÉ AUX PROFESSIONNELS

## L'ESSAI *liberté*

### L'ESSAI LIBERTÉ, UN PROGRAMME EXCLUSIF

- Un programme réservé aux professionnels.
- Un essai d'une durée modulable à déterminer avec votre concessionnaire.
- Une offre exceptionnelle à découvrir à la fin de votre essai.

### TOYOTA YARIS CROSS HYBRIDE, UN ATOUT POUR VOTRE ACTIVITÉ

- Un système Hybride auto-rechargeable permettant d'atteindre 130 km/h en 100% électrique.
- Pas de malus écologique[1]
- Exonération de TVS pendant 3 ans[2]
- Récupération de TVA sur le carburant[3]
- Une faible consommation de carburant de 4,4 à 5,1 L/100.

(1) Malus écologique selon conditions et modalités de l'article 1011 bis du Code Général des Impôts dans sa rédaction en vigueur. Sous réglementation, taxes et barèmes en vigueur et sous réserve de toute modification ultérieure de la loi de finances. (2) Basé sur les véhicules de société selon art. 1010 et suivants du Code général des Impôts. Exonération de TVS pendant une période de 12 trimestres, décomptée à partir du premier jour du premier trimestre en cours à la date de première mise en circulation pour les véhicules combinant l'énergie électrique et une motorisation essence et émettant jusqu'à 120 g de CO2 / km (art. 1010 1 bis du Code général des Impôts en vigueur). Exonération intermédiaire (hors conditionnelle) du bonus (art. 1010 du CG) sur une base de 20€/gr/km. Sous réserve d'évolutions. (3) A compter du 01/01/2020, la loi autorise pour les véhicules particuliers (VP), la déduction à 80% de la TVA sur l'essence à hauteur de 80 % (100 % en 2022) afin de permettre un alignement du régime fiscal de ce carburant avec celui du gazole.

**Toyota Toys Motors Abbeville / Boulogne sur Mer / Calais / Dunkerque / Englos/ Lille / Maubeuge / Roncq / Saint Omer / Valenciennes**

> *Export*

# L'international, une recette gagnante pour **Pâtisserie des Flandres**

En 2010, la spécialiste de la gaufre se lance à l'international. Elle s'exporte aujourd'hui aux Etats-Unis, en Europe et depuis peu en Asie. Avec un coup d'accélérateur en 2020, où l'export a gagné 10 points en un an.

C'est par hasard que débute l'aventure internationale de Pâtisserie des Flandres. Le fabricant de gaufres participe en 2010, comme à l'accoutumée, au Salon international de l'agroalimentaire de Paris, le SIAL. Benoît Rousseau, le fondateur, y fait la rencontre d'un acheteur américain. Un tournant dans la vie de son entreprise. *« C'était le dernier jour du salon. On était sur le départ, en plein dans les cartons. Il a goûté nos gaufres et les a trouvées « amazing! »*, sourit Benoît Rousseau. *Il a tout de suite passé commande »*. Direction Manhattan, dans les rayons des enseignes Fairway, pour les petites gaufres fourrées nordistes. Cette première expérience outre-Atlantique n'aura duré qu'un an. *« Mais assez pour que l'on prenne conscience qu'on avait là un levier important pour l'avenir »*, raconte le patron, aujourd'hui accompagné de son fils Antoine (photo).

Rapidement, la Pme se met alors en quête de marchés internationaux potentiels. Sa stratégie ? *« Pointer les pays où les revenus sont assez élevés pour s'offrir nos gaufres ; les Etats-Unis et une partie de l'Europe dont les pays scandinaves »*, détaille-t-il. Dans la foulée, la Pâtisserie des Flandres se dote d'un département export et se fait accompagner par la Team France Export en région. Avec ses équipes, l'entreprise mène des études de marché, identifie les tendances de consommation des pays cibles et met au point des recettes adaptées. Ainsi en 2014, l'entreprise innove avec l'Adrianor, centre technique agroalimentaire à Tilloy-lès-Mofflaines, et invente des gaufrettes crackers au goût neutre pour le marché outre-Atlantique et toute une gamme bio de gaufrettes Croc'légumes pour l'Allemagne. Au fil des années, Pâtisserie des Flandres s'affirme dans le monde et s'exporte désormais jusqu'en Chine.

**Le pari réussi de l'international a valu à la Pme nordiste un trophée Leadexport 2021.**

## Démarchage en plein Covid

Pour développer et pérenniser son activité hors des frontières, le pâtissier régional mise gros sur les rencontres professionnelles lors des salons. Un vrai casse-tête pendant le confinement. Privée de tout déplacement, l'entreprise familiale est tout de même parvenue à nouer des contacts et à signer des partenariats à distance, notamment au Japon. *« Ça n'a pas été simple car nos clients en France sont fidèles* (GMS, grossistes, municipalités et plus récemment traiteurs et restaurateurs, ndlr) *mais c'est moins le cas à l'étranger,* admet Benoît Rousseau. *Le maintien des liens et la prospection à distance ont été une expérience nouvelle pour nous. Nous avons dû nous équiper en outils numériques en très peu de temps pour assurer nos échanges en visio »*.

*"L'export nous a bien sauvé la mise en 2020"*
***Benoît Rousseau***

En dépit de ce contexte très difficile, Pâtisserie des Flandres a affiché une activité à l'export en forte croissance. L'an dernier, celle-ci a représenté 25% de ses 5 M€ de ventes, contre 15% avant Covid. *« L'export nous a bien sauvé la mise en 2020 car notre activité nationale tournait au ralenti. C'est le résultat de tout le travail fourni ces dernières années,* note le dirigeant. *L'international n'est pas de tout repos, ça demande de la patience et beaucoup de persévérance, mais ça paye ! C'est devenu un vecteur essentiel pour notre entreprise »*. Cette année, la société reprendra le chemin des salons internationaux. Benoît Rousseau, à la tête de 36 salariés, s'attend à retrouver un niveau d'activité semblable à celui de 2019. A court terme, il prévoit de renforcer la présence de Pâtisserie des Flandres en Europe, principalement en Allemagne, et au Royaume-Uni **JK.**

# Retrouvez les anciens numéros d'Éco121 !

N°63

N°64

N°65

N°66

N°67

N°68

N°71

N°72

N°73

N°74

N°75

N°76

N°77

N°78

N°79

N°80

N°90

N°92

N°93

N°94

N°100

N°103

N°104

N°105

N°106

N°107

N°108

N°113

# Bon de commande

Je souhaite recevoir le(s) ancien(s) numéro(s) suivant(s) :

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| ❑ n°62 | ❑ n°71 | ❑ n°80 | ❑ n°89 | ❑ n°97 | ❑ n°106 |
| ❑ n°63 | ❑ n°72 | ❑ n°81 | ❑ n°90 | ❑ n°98 | ❑ n°107 |
| ❑ n°64 | ❑ n°73 | ❑ n°82 | ❑ n°91 | ❑ n°99 | ❑ n°108 |
| ❑ n°65 | ❑ n°74 | ❑ n°83 | ❑ n°92 | ❑ n°100 | ❑ n°109 |
| ❑ n°66 | ❑ n°75 | ❑ n°84 | ❑ n°93 | ❑ n°101 | ❑ n°110 |
| ❑ n°67 | ❑ n°76 | ❑ n°85 | ❑ n°94 | ❑ n°102 | ❑ n°111 |
| ❑ n°68 | ❑ n°77 | ❑ n°86 | ❑ n°95 | ❑ n°103 | ❑ n°112 |
| ❑ n°69 | ❑ n°78 | ❑ n°87 | ❑ n°95 | ❑ n°104 | ❑ n°113 |
| ❑ n°70 | ❑ n°79 | ❑ n°88 | ❑ n°96 | ❑ n°105 | |

Au prix de :

| | |
|---|---|
| ❑ 1 numéro | 3€00 |
| ❑ 2 numéros | 2€50 l'unité |
| ❑ 3 numéros et au-delà | 2€00 l'unité |
| **+ Frais de port** (jusqu'à 3 ex. au-delà, nous consulter) | **3€50** |

Soit au total : €

Vos coordonnées :

NOM .....

PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL .....

VILLE .....

TÉL .....

Règlement

❑ **Par chèque** à l'ordre de ECOPRESSE

❑ **Par virement :** Banque Caisse d'Epargne
LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

ENVOYEZ À : **Ecopresse – Riveo - 300 rue de Lille - 59520 Marquette-Lez-Lille**

Photographie non contractuelle

# L'Envers du verre

Jusqu'à l'été 2022, l'écomusée de l'Avesnois à Fourmies ouvre les portes des coulisses de la composition, de la fabrication, de l'histoire et des usages du verre. L'expo L'Envers du verre, labellisée d'intérêt national, prend forme à travers un parcours de jeux d'oppositions qui révéleront toutes les facettes et les secrets du verre. La découverte se poursuit en immersion au sein de l'atelier-musée du verre à Trélon.

***Expo : écomusée de l'Avesnois, Fourmies. Jusqu'en juillet 2022.***
***Soufflage du verre : atelier-musée du verre à Trélon***
***Visite : 1 site 6€. 2 sites 10€***
***lenversduverre.fr / ecomusee-avesnois.fr / 03 27 60 66 11***

## Après-guerre sculpté

Son art, conçu de sculptures monumentales abstraites d'après-guerre, se caractérise par la recherche de formes autour de motifs urbains, naturels ou de figures humaines. Quelques-unes des œuvres de Simone Boisecq, couplées à certains de ses dessins réalisés entre 1970 et 2010, s'exposent au Cabinet d'arts graphiques du LAAC de Dunkerque. A découvrir jusqu'au 7 novembre.

**Ouvert du mardi au dimanche**
**302 avenue des Bordées, Dunkerque**
**03 28 29 56 00**

## Une Étoilée chez Matisse

A 23 ans, c'est une étoile montante de la scène pianistique internationale. La pianiste d'origine ukrainienne et burundaise Mirabelle Kajenjeri se produira le 3 octobre au musée Matisse, au Cateau-Cambrésis. Une rencontre autour de Chopin et Debussy. Ancienne élève du Conservatoire de musique de Roubaix, Elle est lauréate des concours internationaux les Étoiles du Piano à Roubaix (2018) et Santa Cecilia de Porto (2021).

***Récital le 3 octobre à 11h et à 16h au Musée Matisse.***
***www.etoilesdupiano.fr***

# Ouverture itinérante

**La nouvelle saison de l'Orchestre de Douai débute les 23 et 24 octobre sous le signe du voyage. L'Orchestre, qui fête cette année ses 50 ans, prévoit un départ musical pour la Norvège avec Stravinsky et Grieg, puis se rendra en Algérie avec le compositeur Camille Saint-Saëns. Avant de faire escale à Nice, terre d'adoption d'Alfredo D'Ambrosio et terre natale de Jean-Jacques Kantorow. A la direction : le directeur musical de l'Orchestre de Picardie Arie van Beek.**

23 octobre, 20h30 : salle Léo Lagrange, Aniche
24 octobre, 16h : auditorium Henri Dutilleux, Douai
Réservation sur www.orchestre-douai.fr

# Scène musicale

Un nouveau lieu dédié à l'univers musical vient d'ouvrir aux portes de La Pilaterie. The Black Lab est né de la rencontre entre les gérants du studio de musique LB Lab de Roncq et des bars lillois Australian Bar et Queen's Head. Leur volonté : soutenir, dynamiser et contribuer au rayonnement de la scène musicale régionale. Notamment à travers une salle de concerts de 600 places, un restaurant, des studios de répétition, un d'enregistrement et un magasin de musique.

**8 rue des Champs, Wasquehal**
**Ouvert tous les jours de 10h à 01h**
**https://theblacklab.fr/**

# Arts et sciences

Décembre 2020. Une sonde spatiale nippone rapporte sur terre des échantillons d'un astéroïde, témoin de la formation du système solaire. De ce voyage naît une expo entre réalité scientifique et imaginaire artistique. *Infiniment proche* regroupe les travaux collaboratifs de chercheurs de l'Université de Lille (qui ont analysé les échantillons de l'astéroïde) et d'artistes en résidence au Fresnoy. A découvrir au Lilliad Learning Center Innovation de l'Université de Lille jusqu'au 12 décembre.

**Lancement et inauguration le 15 octobre**
**lilliad.univ-lille.fr**

# Mozart au Phénix

**Les notes de la puissante musique funèbre maçonnique et du célèbre Requiem résonneront ce mois-ci au sein du grand théâtre du Phénix de Valenciennes. Une parenthèse classique proposée par l'ONL, dirigé par Jan Willem de Vriend et accompagné par le Chœur de Chambre de Namur.**

***Vendredi 8 octobre, 20 heures.***
***Tarifs : entre 10 et 25€ pour les abonnés et entre 20 et 30€ pour les non abonnés.***
***www.lephenix.fr / 03 27 32 32 32***

# Meurtres à Boulogne

Début XXe, en campagne boulonnaise, à Wierre-Effroy. Deux meurtres viennent de se produire. Et la potentielle présence d'un anarchiste parisien taraude le commissaire Gaston Dewiquet. Son enquête est le cœur-même du troisième volet de la série de polars historiques de Michel Bouvier. Le Lambersartois, professeur de littérature à la retraite, vient en effet de dévoiler A l'ombre des saules chez l'éditeur nordiste Gilles Guillon.

**Collection Belle époque.**
**12€. Disponible en librairie et sur le site de l'éditeur : www.gillesguillon.com**

# Le goût d'ECO121

**Comme tous les mois, Didier Nicolas pose son regard indépendant sur un établissement de la région. Ce mois-ci le Château de Beaulieu, à Busnes.**

# Le château de Beaulieu prend un nouveau départ tout en saveurs

## Christophe Dufossé a quitté son piano messin pour reprendre début août le château de Beaulieu et succéder à Marc Meurin.

Entre Béthune et Aire-sur-la-Lys, dans un parc de 6 ha, le château, dont l'histoire débute en 1680, était une gentilhommière d'exploitation agricole avec ses dépendances. Il fut fort remanié à la fin du XIXe siècle par Auguste Menche de Loisne, juriste et historien, qui apporta au domaine son style actuel et notamment son parc boisé aux belles essences centenaires dont certainement l'un des plus beaux séquoias de la région. Le domaine fut racheté, en 2003, par Marc Meurin qui en fit un Relais et châteaux de 22 chambres, un restaurant gastronomique et une brasserie avec le succès que l'on sait. Réouvert le 4 août, le domaine a été repris par Christophe Dufossé et son épouse qui avaient participé en 2005 à Metz à la réhabilitation des anciennes casernes du roi. Ils y ont créé le restaurant gastronomique« le Magasin aux vivres », étoilé Michelin, et un hôtel 4 étoiles « la Citadelle », un ensemble de 130 salariés.

Ce chef d'entreprise avisé compte agrandir l'hôtel du château et l'équiper d'un spa. Une partie du rez-de-chaussée a déjà été réaménagée, la salle à manger se trouve dans la belle verrière ouverte sur la terrasse élégamment meublée, où prendre l'apéritif au bord de la douve poissonneuse et devant le parc majestueux procure un réel plaisir. La salle et ses huit tables rondes en bois sont d'un confort précis.

La carte se présente sous forme de deux menus-cartes, dont le nombre de services choisis (4,6 ou 8) détermine le prix. Parmi les amuse-gueule fut servie une tartelette aux maroilles moelleuse fort bien exécutée. Pour suivre, un buccin (bulot) paré en gelée de mer, espuma wasabi, une bouchée de homard en pétales de radis rose, et de foie gras au figues sangria, en premier service, fit bien, pour reprendre la dénomination de la carte, « l'éveil des papilles ».

Langoustine de nos côtes, marinée au citron vert, servie en deux parts, fenouil sauvage et navet à l'aigre-doux, turbot aux petites girolles crues et cuites à l'émulsion d'ail fumé et traces de sirop de porto, filet de volaille de Licques accompagné d'un millefeuille de pommes de terre à la truffe (mou), d'un œuf au plat et de feuilles de blettes frites bien croustillantes, toutes les assiettes sont montées avec une grande précision esthétique. Christophe Dufossé est un perfectionniste. Sa cuisine sophistiquée, servie *« en portions adaptées à la dégustation »*, est incontestablement d'une maîtrise technique que beaucoup de prétendants n'ont pas.

Pour les desserts, à la pêche de vigne (jaune) confite au vinaigre d'estragon ( la blanche est plus savoureuse), nous avons préféré le « chocolat/caramel » (praliné, cacahuètes, café, citron vert), auquel la glace aux girolles apportait une note d'un caractère bien venu. La carte des vins et le service sont au diapason.

Les deux étoiles du guide Michelin ont été obtenues en février. Il ne faut surtout pas manquer de faire le tour du parc ■

**Didier Nicolas**

**LE CHÂTEAU DE BEAULIEU**
**Menus-cartes 120-220 €**

**1098 rue de Lillers - 62350 Busnes**
**Tél 03 21 68 88 88**
**www.lechateaudebeaulieu.fr**

EDF

Devenons l'énergie qui change tout.

# POUR LE CLIMAT, TOUTES LES ÉNERGIES NE SE RESSEMBLENT PAS.

**L'électricité d'EDF est à 97% sans émissions de $CO_2$*.
Et ça, c'est mieux pour le climat.**

PARIS 2024 | PARIS 2024

L'énergie est notre avenir, économisons-la.

*Émissions directes, hors analyse du cycle de vie des moyens de production et des combustibles – périmètre EDF SA, source : CITE.

Plus d'informations sur **edf.fr/climat**

# Start Innovation Business Awards

CIC

## START-UP ET ENTREPRISES INNOVANTES

**Vous avez un projet innovant ?**
**Nous vous aidons à accélérer le développement de votre business !**

**Participez à la 2ème édition du concours**
Start innovation CIC Business Awards,
bénéficiez de l'accompagnement d'experts reconnus,
et **remportez plus de 60 000€ de dotations !**

www.cicnordouest.cicstartinnovationbusinessawards.fr

*Inscrivez-vous dès à présent !*

**NOS PARTENAIRES**

eurotechnologies · Evident · eurasanté · normandie incubation · Hodéfi · Réseau Entreprendre Nord · La Redoute · Saint James · Baudelet environnement · HDF · CIC Aidexport · Crédit Mutuel Innovation

cic.fr